

# Investissements directs en 2008

Décembre 2009

SCHWEIZERISCHE NATIONALBANK  
BANQUE NATIONALE SUISSE  
BANCA NAZIONALE SVIZZERA  
BANCA NAZIUNALA SVIZRA  
SWISS NATIONAL BANK





Banque nationale suisse  
Investissements directs en 2008

**Editeur**

Banque nationale suisse  
Statistique  
CH-8022 Zurich  
Téléphone: +41 44 631 31 11

**Renseignements**

bop@snb.ch

**Abonnements, exemplaires isolés et changements d'adresse**

Banque nationale suisse, Bibliothèque, Case postale, CH-8022 Zurich  
Téléphone: +41 44 631 32 84; fax: +41 44 631 81 14;  
e-mail: library@snb.ch

**Langues**

Le présent rapport est publié en langues française, allemande et anglaise.

**Internet**

Les publications de la Banque nationale suisse sont disponibles sur Internet, à l'adresse [www.snb.ch](http://www.snb.ch), *Publications*.

**Droit d'auteur/copyright** ©

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, notamment ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source. Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

**Limitation de la responsabilité**

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La clause de non-responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2009

**Date de publication**

Décembre 2009

**Impression**

FO-Fotorotar, CH-8132 Egg/ZH

ISSN 1662-4319 (version imprimée)  
ISSN 1661-156X (version électronique)

# Table des matières

Page	
4	<b>Aperçu</b>
6	<b>Investissements directs suisses à l'étranger</b>
6	Exportations de capitaux
7	Stocks d'investissements directs
8	Revenus de capitaux
9	Effectifs
10	<b>Investissements directs étrangers en Suisse</b>
10	Importations de capitaux
11	Stocks d'investissements directs
11	Revenus de capitaux
12	Effectifs
13	<b>Thèmes spéciaux</b>
13	Effectifs travaillant en Suisse et à l'étranger pour des investisseurs directs suisses
14	Ventilation des investissements directs étrangers en Suisse selon le pays d'origine de l'investisseur ultime
17	Nombre d'entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire
18	<b>Commentaires</b>
18	Modifications par rapport à l'année précédente
18	Fondements méthodologiques et statistiques
19	<b>Fondements juridiques</b>
20	<b>Définition des groupes de branches</b>
21	<b>Définition des pays et des régions</b>
A1	<b>Tableaux</b>
A24	<b>Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs</b>

## Aperçu

Les investissements directs ont enregistré une croissance robuste malgré la crise financière. Les stocks d'investissements et l'emploi ont continué de progresser aussi bien du côté des investissements directs suisses à l'étranger que du côté des investissements directs étrangers en Suisse. Par contre, les banques ont subi des pertes d'une ampleur exceptionnelle auprès de leurs filiales à l'étranger en raison de la crise financière. Les revenus tirés des investissements directs étrangers ont de ce fait fortement diminué.

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont porté sur 55 milliards de francs en 2008, contre 68 milliards en 2007. Cette évolution est due à la baisse des exportations de capitaux des sociétés financières et holdings. Par contre, les investissements directs à l'étranger ont généralement augmenté par rapport à l'année précédente dans les autres branches. Dans le cas des banques, cette progression s'explique par les fonds propres supplémentaires dont elles ont doté leurs filiales à l'étranger. L'industrie a exporté davantage de capitaux à l'étranger pour des acquisitions importantes, principalement aux

Etats-Unis et dans les centres financiers offshore d'Europe.

Les stocks d'investissements directs suisses auprès d'implantations à l'étranger ont augmenté de 44 milliards pour atteindre 809 milliards de francs, principalement du fait d'exportations de capitaux. Les effectifs de ces implantations se sont également accrus; ils ont augmenté de 94 000 personnes, ce qui les porte à 2,44 millions.

Les revenus des investissements directs à l'étranger sont passés de 55 milliards à 8 milliards de francs. Ce recul s'explique essentiellement par le fait que les banques ont subi des pertes d'une ampleur exceptionnelle dans leurs filiales à l'étranger en raison de la crise financière.

En comparaison avec d'autres pays, la Suisse présente un volume élevé d'investissements directs à l'étranger, comme le montre le rapport entre les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger et le produit intérieur brut (PIB) nominal: fin 2008, ce rapport était de 149% en Suisse, contre 97% aux Pays-Bas ou 59% en Irlande. En 1990, il s'élevait seulement à 26% en Suisse, contre 36% aux Pays-Bas et 31% en Irlande (source: CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde, 2009).

### Investissements directs en 2008 – Aperçu

Tableau 1

		2007	2008	Variation en %
<b>Investissements directs suisses à l'étranger<sup>1</sup></b>				
Exportations de capitaux	en milliards de francs	67.9	55.4	-18.5
Stocks d'investissements directs	en milliards de francs	764.6	808.6	5.7
Revenus de capitaux	en milliards de francs	55.2	8.1	-85.3
Effectifs	en milliers de personnes	2 349.6	2 443.6	4.0
<b>Investissements directs étrangers en Suisse<sup>1</sup></b>				
Importations de capitaux	en milliards de francs	62.0	5.5	-91.1
Stocks d'investissements directs	en milliards de francs	431.3	467.1	8.3
Revenus de capitaux	en milliards de francs	53.6	46.8	-12.8
Effectifs <sup>2</sup>	en milliers de personnes	378.6	395.0	4.3
Nombre d'entreprises en Suisse détenues par des investisseurs étrangers <sup>2,3</sup>		8 389	8 537	1.8

<sup>1</sup> Dans la statistique des investissements directs, la Principauté de Liechtenstein est considérée comme faisant partie du territoire suisse.

<sup>2</sup> Y compris les entreprises qui n'entrent pas dans la statistique des investissements directs du fait qu'elles n'atteignent pas le seuil déterminant pour la participation aux enquêtes s'y rapportant.

<sup>3</sup> Uniquement les participations majoritaires.

Les investissements directs étrangers en Suisse ont engendré une importation de capitaux de 6 milliards de francs en 2008. L'année précédente, ce montant atteignait 62 milliards, un niveau exceptionnellement élevé dû à des acquisitions et aux bénéfices réinvestis. Ces deux derniers facteurs ont été beaucoup moins importants en 2008. En outre, les désinvestissements ont tiré les investissements directs étrangers vers le bas. Les rapatriements de fonds investis en Suisse sont surtout le fait d'investisseurs de l'UE, les flux de capitaux provenant des Etats-Unis ayant au contraire augmenté.

En 2008, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté de 36 milliards, passant à 467 milliards de francs. Les sociétés financières et holdings ont enregistré la croissance la plus forte. Cette progression découle d'une part de l'afflux de capitaux, et d'autre part du fait que des entreprises ont transféré leur siège de l'étranger vers la Suisse. La répartition selon le pays d'origine de l'investisseur ultime montre une progression de 16 milliards de francs pour les stocks

d'investissements directs provenant de l'UE (total: 210 milliards) et de 19 milliards pour ceux issus des Etats-Unis (total: 138 milliards).

Les revenus tirés des investissements directs étrangers en Suisse se sont inscrits à 47 milliards de francs, contre 54 milliards en 2007. Un recul a été notamment enregistré par l'industrie et le groupe de branches «Assurances», alors que le groupe «Commerce» a fait état d'une progression. Comme en 2007, les sociétés financières et holdings ont présenté des revenus de 31 milliards de francs, dont elles ont transféré la plus grande partie à leurs sociétés mères à l'étranger. En 2007, elles les avaient en majorité réinvestis en Suisse.

Au total, 395 000 personnes travaillaient en Suisse dans des entreprises en mains étrangères, soit 16 000 de plus que fin 2007. Le nombre d'entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire, publié ici pour la première fois, s'élevait à 8 537 fin 2008 (contre 8 389 fin 2007), ce qui représente environ 3% de toutes les entreprises en Suisse.

## Investissements directs suisses à l'étranger

### Exportations de capitaux

En 2008, les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger sont passées de 68 milliards de francs à 55 milliards. Les sociétés financières et holdings en mains étrangères ont influé de façon décisive sur ce recul en rapatriant 5 milliards de francs de leurs participations à l'étranger. L'année précédente, ils avaient encore placé 20 milliards de francs à l'étranger. Ces sociétés présentent souvent des fluctuations importantes du fait que leurs investissements directs sont généralement liés à l'activité de financement et de restructuration de groupes ayant leur siège à l'étranger. Les investissements directs des autres entreprises ont progressé, passant de 48 milliards de francs à 60 milliards, de grandes divergences étant cependant observables entre les différentes branches.

Dans le secteur de l'industrie, les investissements directs à l'étranger ont nettement augmenté, passant de 25 milliards de francs à 37 milliards, principalement en raison d'acquisitions. Le groupe de branches «Chimie et plastique» a investi le montant le plus important, avec 15 milliards de francs. Les groupes «Autres industries et construction» et «Electronique, énergie, optique et horlogerie» ont investi chacun 9 milliards de francs, tandis que les groupes «Métallurgie et machines» et «Textile et habillement» ont réduit leurs investissements à l'étranger.

Dans le secteur des services, les banques ont essuyé de lourdes pertes sur leurs participations à l'étranger. Pour les couvrir, elles ont doté leurs filiales à l'étranger de fonds propres supplémentaires. Au total, les exportations de capitaux émanant des banques se

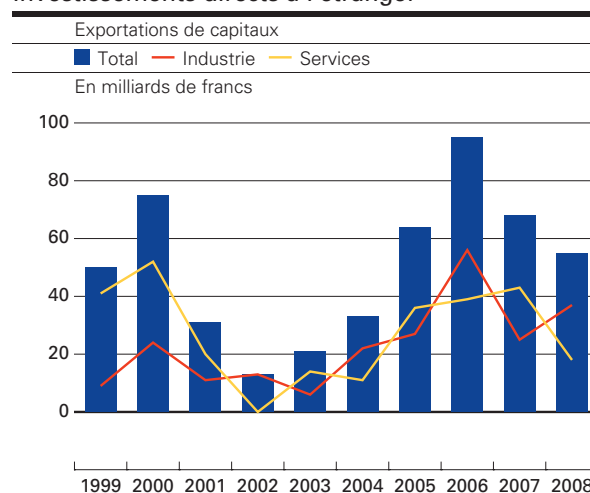
sont élevées à 14 milliards de francs, contre 12 milliards en 2007. Le groupe de branches «Commerce» a exporté 4 milliards de francs à l'étranger, après avoir rapatrié des fonds les deux années précédentes. En revanche, les investissements directs des groupes «Transports et communications» et «Autres services» ont fortement diminué. Comme en 2007, les compagnies d'assurances ont rapatrié des fonds.

Pour ce qui est de la répartition géographique, les investissements directs à destination de l'UE ont sensiblement diminué par rapport à l'année précédente (13 milliards de francs en 2008, contre 35 milliards en 2007). Les entreprises suisses ont rapatrié 12 milliards de francs du Royaume-Uni, alors qu'elles y avaient investi 7 milliards en 2007. Elles ont également retiré des capitaux d'Irlande, d'Autriche et du Danemark. Spécialement attrayant pour les holdings, le Luxembourg reste le pays de l'UE qui a bénéficié de l'afflux le plus élevé (12 milliards de francs), suivi de l'Allemagne (6 milliards) et de la France (3 milliards). Les investissements dans le reste de l'Europe, qui ont atteint 23 milliards de francs, ont été presque deux fois supérieurs à ceux réalisés dans les pays de l'UE. La majeure partie est revenue aux centres financiers offshore d'Europe (21 milliards de francs) et portait principalement sur des capitaux provenant des banques et des compagnies d'assurances, destinés à recapitaliser leurs filiales à l'étranger.

Les exportations de capitaux vers les Etats-Unis ont atteint 26 milliards de francs (2007: désinvestissements de 1 milliard). Ce montant élevé découle d'une part des fonds propres supplémentaires dont les banques ont doté leurs filiales aux Etats-Unis pour couvrir leurs pertes, et d'autre part des acquisitions importantes effectuées outre-Atlantique par les entreprises suisses. Par contre, un montant net de 1 milliard de francs a été

Graphique 1

### Investissements directs à l'étranger





rapatrié d'Asie. Les mouvements les plus marqués ont concerné Singapour (désinvestissements: 17 milliards de francs) et les Emirats arabes unis (investissements: 8 milliards), qui servent tous deux de plaque tournante pour les participations dans des pays tiers (fonction de holding et de financement). Les entreprises suisses ont investi 6 milliards de francs dans les grandes économies asiatiques, principalement en Chine, au Japon et en Inde (1 milliard chacun). Au total, 10 milliards de francs ont été rapatriés d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud, principalement des centres financiers offshore situés dans ces régions. En revanche, les investissements directs suisses en Afrique (4 milliards de francs) et en Océanie (3 milliards) ont doublé.

### Stocks d'investissements directs

En 2008, les stocks d'investissements directs à l'étranger ont augmenté de 44 milliards pour atteindre 809 milliards de francs, principalement en raison des exportations de capitaux. Cette progression a été freinée par la revalorisation du franc, qui a entraîné des moins-values lors de la conversion des montants en francs suisses.

La part des stocks d'investissements directs à l'étranger revenant au secteur de l'industrie s'est établie à 40%, soit à 325 milliards de francs. En 2001, cette part s'élevait à 31%, son niveau le plus bas. Depuis, elle a progressé à la suite d'acquisitions. Au sein de l'industrie, le groupe de branches «Chimie et plastique» présentait les stocks d'investissements directs les plus élevés. Ceux-ci atteignaient 139 milliards de francs fin 2008, contre 133 milliards un an auparavant.

Dans le secteur des services, le groupe de branches «Sociétés financières et holdings» détenait des stocks d'investissements à l'étranger représentant plus

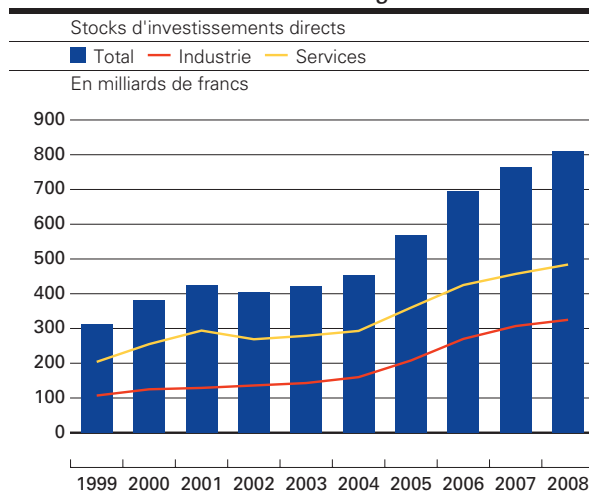
de la moitié (244 milliards de francs) du total du secteur. Les stocks des assurances sont passés de 82 milliards de francs à 97 milliards, notamment du fait que des compagnies ont transféré le siège du groupe en Suisse et que leurs filiales à l'étranger font ainsi désormais partie des stocks d'investissements directs suisses à l'étranger.

Pour ce qui est de la répartition géographique, 37% des stocks d'investissements à l'étranger, soit 302 milliards de francs, étaient détenus dans les pays de l'UE, contre 40% fin 2007. Parmi ces pays, l'Allemagne avait les stocks les plus élevés, devançant le Royaume-Uni qui occupait la première place l'année précédente. Alors que les stocks sont passés de 46 milliards à 56 milliards de francs en Allemagne en raison de nouveaux investissements, leur niveau s'est établi à 51 milliards au Royaume-Uni (contre 56 millions en 2007) du fait des pertes qu'y ont enregistrées les implantations.

Les stocks d'investissements directs aux Etats-Unis sont passés de 127 milliards à 149 milliards de francs de 2007 à 2008. Les acquisitions du secteur de l'industrie ont plus que compensé les moins-values résultant de l'affaiblissement du dollar. La part des Etats-Unis a par conséquent progressé pour s'établir à 19%, contre 17% un an auparavant.

Les stocks d'investissements directs dans les centres financiers offshore, lesquels servent essentiellement de plaques tournantes pour des investissements dans des pays tiers, ont évolué de façon contrastée. Alors qu'ils ont diminué dans les centres financiers offshore d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud (113 milliards de francs, contre 121 milliards en 2007), ils ont nettement progressé dans ceux d'Europe, où ils sont passés de 35 milliards à 58 milliards. Cette évolution s'explique par le fait que le secteur financier a transféré des investissements directs à partir de l'Amérique cen-

Graphique 2  
Investissements directs à l'étranger

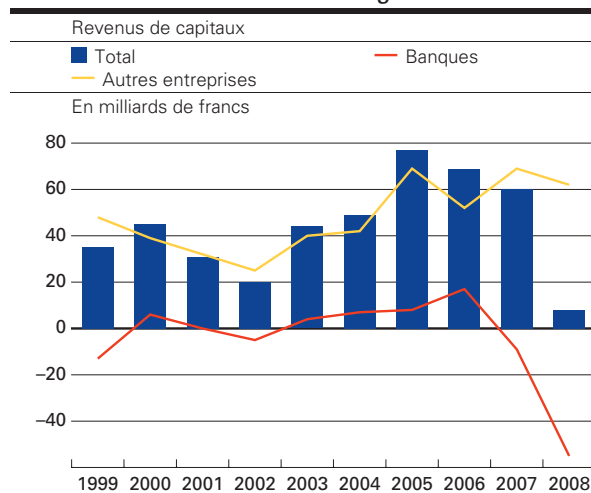


trale et de l'Amérique du Sud vers l'Europe. Les stocks d'investissements directs à Singapour se sont réduits à 8 milliards de francs (14 milliards en 2007), mais ont explosé dans les Emirats arabes unis (9 milliards, contre 0,3 milliard en 2007). Pour ce qui est des autres pays, on note une sensible augmentation des stocks détenus en Australie (16 milliards de francs, contre 12 milliards un an auparavant).

### Revenus de capitaux

Les pertes massives (55 milliards de francs) des filiales à l'étranger des banques ont pesé sur les revenus des investissements directs suisses à l'étranger. Ces filiales avaient déjà subi des pertes de 9 milliards de francs en 2007. Dans la plupart des autres groupes de branches, les revenus des investissements directs à l'étranger ont également diminué, sans pour autant qu'il en ait résulté des pertes. Les revenus ont même augmenté dans certains groupes, en particulier dans les sociétés financières et holdings en mains étrangères et dans le groupe «Électronique, énergie, optique et horlogerie». Au total, les revenus tirés des investissements directs à l'étranger sont passés de 55 milliards à 8 milliards de francs.

Graphique 3  
Investissements directs à l'étranger



## Effectifs

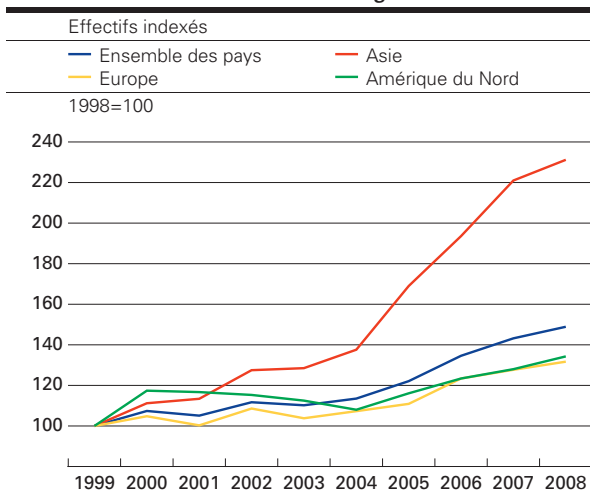
Le personnel travaillant dans les implantations suisses à l'étranger a augmenté de 94 000 personnes, pour atteindre 2,44 millions. Ainsi, la tendance à la hausse, observée depuis six ans, s'est poursuivie. Comme les années précédentes, de nombreuses branches ont contribué à l'accroissement des effectifs. Cette augmentation résulte non seulement des acquisitions, mais aussi du fait que des groupes ont transféré leur siège en Suisse, le personnel de leurs implantations à l'étranger faisant désormais partie des effectifs travaillant à l'étranger. Ces effectifs ont enregistré une croissance particulièrement forte dans les groupes de branches «Autres services», «Commerce» et «Assurances».

Le personnel travaillant dans les implantations suisses en Europe a augmenté de 35 000 personnes pour atteindre 1,16 million, ce qui équivaut à 47% du total des effectifs à l'étranger. Au milieu des années 1980, ce taux s'élevait à plus de 60%. Par rapport à 2007, les effectifs ont surtout progressé en Europe de l'Est, et en particulier en Ukraine (+12 000 personnes), en Russie (+5 000) et en Hongrie (+5 000). L'augmentation en Ukraine s'explique notamment par la prise en compte d'entreprises qui n'avaient jusqu'ici pas participé à l'enquête.

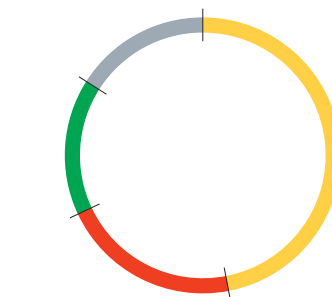
Les effectifs dans les implantations suisses à l'étranger se sont cependant surtout accrus en dehors de l'Europe. Comme les années précédentes, les investisseurs directs suisses ont étoffé leurs effectifs en Asie; ces derniers y ont augmenté de 22 000 personnes, passant à 510 000. La progression a été une nouvelle fois particulièrement forte en Chine (+9 000 personnes) et en Inde (+6 000), et concerne de nombreuses branches. Quant à l'accroissement également marqué dans les implantations suisses en Egypte (+17 000 personnes) et aux Etats-Unis (+15 000), il est dû principalement à la prise en compte d'entreprises qui n'entraient jusque-là pas dans la statistique.

Graphique 4

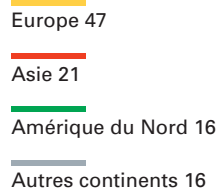
### Investissements directs à l'étranger



Graphique 5



#### Effectifs à l'étranger fin 2008 Répartition géographique en %



Total: 2,4 millions

## Investissements directs étrangers en Suisse

### Importations de capitaux

Les importations de capitaux au titre des investissements directs étrangers en Suisse ont porté sur 6 milliards de francs. En 2007, les investisseurs étrangers avaient placé un montant record de 62 milliards de francs en Suisse, principalement en réinvestissant des bénéfices et en effectuant des acquisitions. En 2008, non seulement ces deux types d'activités ont été bien plus limités, mais encore les désinvestissements ont tiré les investissements directs étrangers vers le bas. Seules les transactions internes de crédit au sein des groupes ont engendré des flux importants de capitaux.

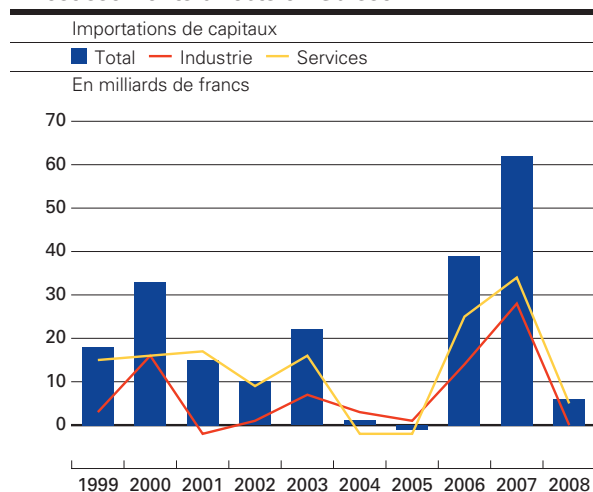
Dans le secteur de l'industrie, les rapatriements de fonds et les nouveaux investissements se sont pratiquement équilibrés, après des investissements de 28 milliards de francs – principalement sous forme d'acquisitions – en 2007. Les investissements directs étrangers dans le secteur des services ont porté sur 5 milliards de

francs, contre 34 milliards l'année précédente. Ce recul est dû principalement à une diminution des bénéfices réinvestis par les sociétés financières et holdings et à des désinvestissements dans le groupe de branches «Commerce». Les flux de fonds ont aussi fortement faibli par rapport à l'année précédente dans le groupe «Transports et communication». Par contre, les investissements sont restés stables dans les groupes de branches «Banques» et «Assurances».

Comme il ressort de la ventilation des flux de capitaux selon le pays d'origine de l'investisseur immédiat, les investisseurs de l'UE ont rapatrié des fonds importants de Suisse (désinvestissements): 15 milliards de francs sont retournés aux Pays-Bas, 4 milliards au Royaume-Uni et 3 milliards en France. Par contre, le Luxembourg a investi 11 milliards et l'Autriche, 4 milliards de francs en Suisse. L'importance de ces montants tient au fait que ces pays servent principalement de plaques tournantes pour des investisseurs d'autres pays. Les Etats-Unis ont placé 13 milliards de francs dans des entreprises en Suisse (2007: 4 milliards).

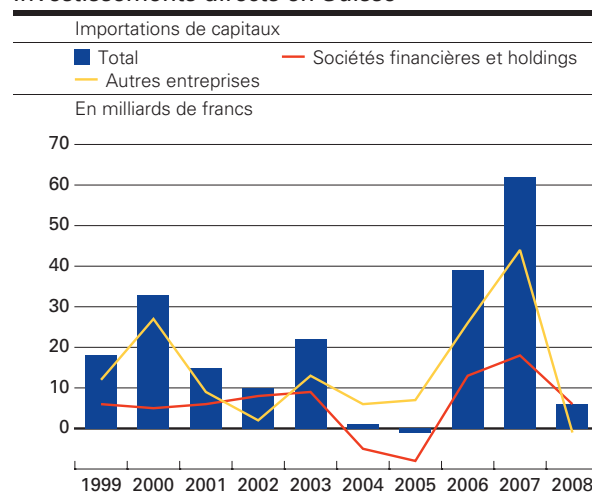
Graphique 6

### Investissements directs en Suisse



Graphique 7

### Investissements directs en Suisse



### Stocks d'investissements directs

Les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse ont augmenté de 36 milliards pour atteindre 467 milliards de francs. Une part de 270 milliards de francs (58%) est revenue au groupe «Sociétés financières et holdings», qui a une fois de plus enregistré l'accroissement le plus marqué (+30 milliards). Les investisseurs étrangers ont non seulement augmenté le capital des sociétés financières et holdings existants, mais ont également établi en Suisse de nouvelles sociétés de ce type dotées de capitaux importants. Abstraction faite des sociétés financières et holdings, les stocks d'investissements directs dans le secteur des services ont progressé de 5 milliards pour s'établir à 125 milliards de francs, ce qui équivaut à 27% de l'ensemble des stocks. Dans le secteur de l'industrie, les stocks d'investissements directs se sont maintenus à 72 milliards de francs (16% des stocks totaux).

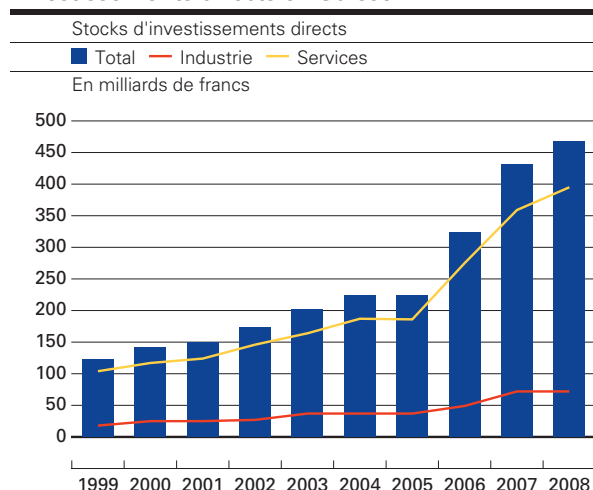
Les investisseurs des pays de l'UE détenaient en Suisse 329 milliards de francs, soit 71% du total des stocks d'investissements directs. Presque deux tiers de cette somme étaient en possession de sociétés ayant leur siège aux Pays-Bas (94 milliards de francs), en Autriche (61 milliards) ou au Luxembourg (58 milliards), pays abritant tous trois de nombreux holdings. Les stocks d'investissements de l'Allemagne s'élevaient à 38 milliards de francs et ceux de la France à 35 milliards. Quant aux Etats-Unis, leurs investissements en Suisse s'inscrivaient à 86 milliards de francs (19% du total), soit 16 milliards de plus que fin 2007.

### Revenus de capitaux

Les revenus tirés des investissements directs en Suisse ont atteint 47 milliards de francs fin 2008, contre 54 milliards un an auparavant. Les sociétés financières et holdings ont perçu deux tiers de ce montant (31 milliards de francs, comme l'année précédente). Ils en ont transféré la majeure partie à leurs sociétés mères à l'étranger, contrairement à l'année précédente où ils l'avaient réinvestie en Suisse. Le groupe de branches «Commerce» est le seul à avoir réalisé des revenus nettement plus élevés que l'année précédente (7 milliards de francs, contre 5 milliards en 2007). Les revenus ont par contre diminué dans le secteur de l'industrie (3 milliards de francs, contre 8 milliards en 2007) et dans les groupes de branches «Assurances» (2 milliards, contre 5 milliards en 2007) et «Banques» (2 milliards, contre 3 milliards en 2007).

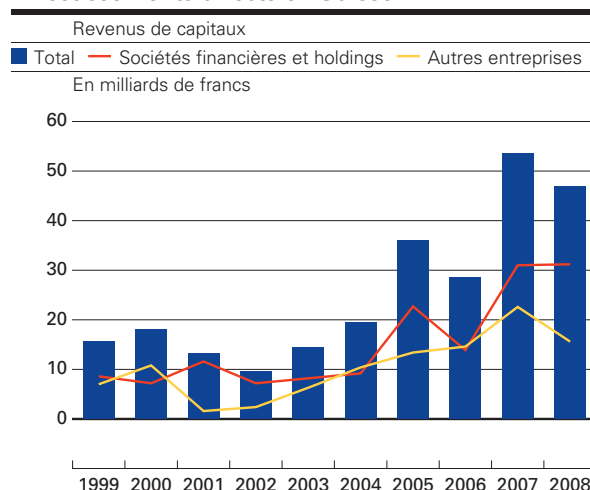
Graphique 8

#### Investissements directs en Suisse



Graphique 9

#### Investissements directs en Suisse



## Effectifs

Les entreprises appelées à participer aux enquêtes sur les investissements directs étrangers en Suisse, disposant chacune d'un capital de 10 millions de francs au moins, employaient 242 000 personnes fin 2008, soit 12 000 de plus qu'un an auparavant. L'emploi a progressé moins fortement dans les autres entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire, dans lesquelles il a passé de 148 000 à 152 000 personnes. Etant donné leur faible capital, ces entreprises n'entrent pas dans les enquêtes sur les investissements directs, mais leurs effectifs sont recensés en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Au total, 395 000 personnes travaillaient en Suisse dans des entreprises en mains étrangères, soit 16 000 de

plus que fin 2007. Ces emplois représentaient environ 10% de l'ensemble du personnel des secteurs de l'industrie et des services en Suisse (4 millions de personnes fin 2008). L'emploi a progressé à peu près aussi fortement dans les entreprises étrangères des secteurs de l'industrie (152 000 personnes, contre 144 000 fin 2007) et des services (243 000 personnes, contre 234 000 fin 2007). Comme précédemment, les effectifs étaient les plus élevés dans les entreprises des groupes de branches «Commerce» (85 000 personnes) et «Autres services» (76 000 personnes). Par ordre décroissant, 99 000 personnes travaillaient dans des entreprises allemandes, 57 000 dans des entreprises des Etats-Unis et 55 000 dans des entreprises des Pays-Bas.

## Effectifs dans l'industrie et les services en Suisse (en fin d'année)

Tableau 2

En milliers de personnes

	2007	2008	Part en %
<b>Effectifs en Suisse<sup>1</sup></b>	<b>3 932.8</b>	<b>3 996.6</b>	<b>100.0</b>
dont			
<b>dans des entreprises comptant des investisseurs étrangers</b>	<b>378.6</b>	<b>395.0</b>	<b>9.9</b>
dans des entreprises entrant dans la statistique des investissements directs	230.5	242.7	6.1
dans des entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs <sup>1</sup>	148.1	152.3	3.8

<sup>1</sup> Sources: Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, et *Amt für Statistik*, Vaduz.

## Thèmes spéciaux

### Effectifs travaillant en Suisse et à l'étranger pour des investisseurs directs suisses

Les entreprises suisses qui investissent à l'étranger sont également d'importants employeurs pour le marché suisse du travail. Fin 2008, 843 000 personnes travaillaient en Suisse pour leur compte, ce qui représente environ 21% du total des emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire. En 2008, le nombre de personnes employées par des investisseurs directs suisses a augmenté de 29 000, ou de 4%. Cette progression a été la plus forte dans le groupe de branches «Commerce», où le nombre de personnes employées est passé de 180 000 à 196 000. Sur le total de 843 000 personnes, 78%, soit 659 000 personnes, étaient employées par des entreprises entrant dans la statistique des investissements directs. Le solde, soit 22% ou 185 000 personnes, travaillait dans des entreprises ayant des partici-

pations à l'étranger qui n'atteignent pas le seuil déterminant pour entrer dans la statistique des investissements directs. Les données sur ces entreprises ont été recensées en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Les implantations à l'étranger des investisseurs directs suisses employaient 2 444 000 personnes, soit 94 000 de plus que l'année précédente (+4%). Ces chiffres ne tiennent pas compte des effectifs travaillant dans des implantations à l'étranger qui n'atteignent pas le seuil déterminant pour la participation aux enquêtes sur les investissements directs.

Au total, 3,29 millions de personnes travaillaient, en Suisse et à l'étranger, pour des investisseurs directs suisses. La part des effectifs à l'étranger s'élevait à 74%, comme à la fin de 2007. Ce taux est également resté inchangé dans le secteur de l'industrie (80%) et dans celui des services (69%).

### Effectifs des entreprises suisses ayant des investissements directs à l'étranger (en fin d'année) Tableau 3

En milliers de personnes

	2004	2005	2006	2007	2008	Part au total des effectifs, en %
<b>Effectifs en Suisse<sup>1</sup></b>	<b>771.3</b>	<b>771.5</b>	<b>792.8</b>	<b>813.5</b>	<b>843.2</b>	<b>25.7</b>
Industrie	286.1	289.0	303.2	320.4	324.1	9.9
Services	485.2	482.4	489.7	493.1	519.1	15.8
<b>Effectifs à l'étranger</b>	<b>1 862.3</b>	<b>2 004.1</b>	<b>2 209.1</b>	<b>2 349.6</b>	<b>2 443.6</b>	<b>74.3</b>
Industrie	1 036.5	1 085.5	1 185.5	1 240.6	1 266.2	38.5
Services	825.8	918.6	1 023.5	1 109.1	1 177.4	35.8
<b>Total des effectifs</b>	<b>2 633.6</b>	<b>2 775.6</b>	<b>3 001.9</b>	<b>3 163.1</b>	<b>3 286.8</b>	<b>100.0</b>
Industrie	1 322.6	1 374.6	1 488.7	1 560.9	1 590.3	48.4
Services	1 311.1	1 401.0	1 513.2	1 602.2	1 696.5	51.6

<sup>1</sup> Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs. Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.

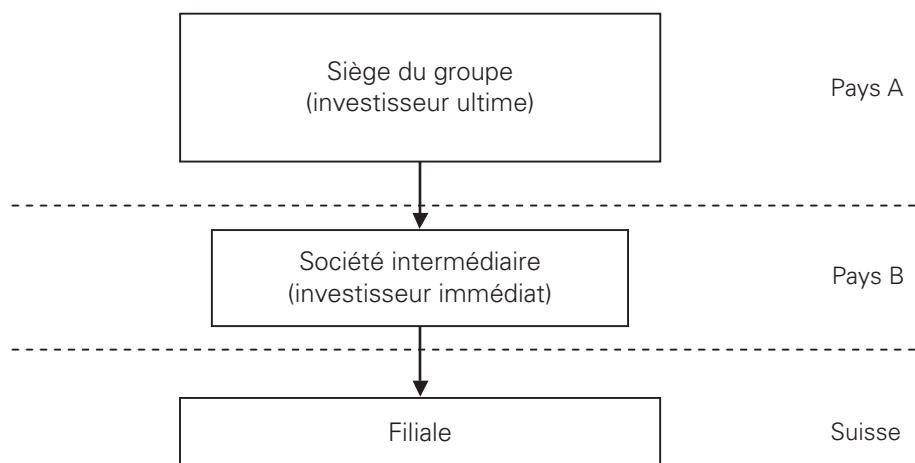
### Ventilation des investissements directs étrangers en Suisse selon le pays d'origine de l'investisseur ultime

Dans la partie générale du commentaire sur les investissements directs étrangers en Suisse, le pays d'origine de l'investisseur *immédiat* est déterminant. Or il ne s'agit pas toujours du pays de l'investisseur qui détient et exerce le contrôle *ultime*. En effet, certains investisseurs *immédiats* appartiennent à des groupes dont le siège principal se trouve dans un autre pays (voir graphique 10). Dans ce cas, l'entreprise en Suisse est dirigée, en dernier ressort, par le siège du groupe situé dans le pays A. L'investisseur *immédiat* dans le pays B ne joue que le rôle de société *intermédiaire*.

De telles structures de groupe influent fortement sur la répartition géographique des investissements directs étrangers en Suisse. Etant donné cette évolution, la Banque nationale dresse également, pour les investissements directs étrangers en Suisse, une répartition géographique en fonction du pays de l'investisseur *ultime*. Celle-ci montre le pays dans lequel est établi l'investisseur qui exerce le contrôle *ultime* de la filiale en Suisse. Il s'agit généralement du pays qui abrite le siège principal du groupe. Cette répartition est faite uniquement pour les stocks d'investissements directs et les effectifs. Pour ne pas imposer une charge administrative trop lourde aux entreprises appelées à fournir des données, les flux de capitaux ne sont pas recensés selon le critère de l'investisseur *ultime*.

Graphique 10

#### Différence entre l'investisseur immédiat et l'investisseur ultime





En 2008, les stocks de participations aux fonds propres que détiennent en Suisse des sociétés *intermédiaires* dans des pays tiers sont restés presque stables. Ils s'établissaient à 156 milliards de francs fin 2008, contre 155 milliards un an auparavant. Leur part du total des stocks d'investissements a diminué, passant de 38% à 36% (voir graphique 11). Cette part, qui était de 21% seulement fin 2001, avait augmenté fortement au cours des années suivantes.

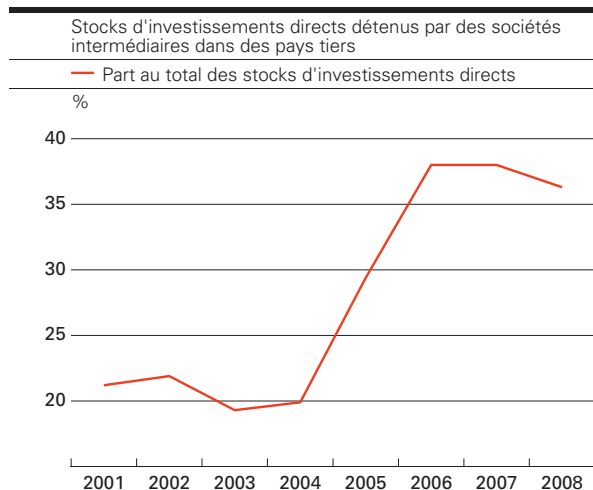
Les tableaux 4 et 5 montrent les écarts, pour les principaux pays d'origine, entre l'évaluation des stocks d'investissements directs et des effectifs selon l'investisseur *immédiat* et l'évaluation selon l'investisseur *ultime*. Les stocks établis selon le critère de l'investisseur *ultime* s'avèrent nettement plus élevés en particulier pour les Etats-Unis (+52 milliards de francs), l'Amérique centrale et du Sud (+52 milliards) et le Royaume-Uni (+13 milliards). Cela signifie que les entreprises de ces pays passent, dans de nombreux cas, par des pays tiers – les Pays-Bas et l'Autriche surtout – pour investir en Suisse. Les stocks détenus par des investisseurs néerlandais atteignent 94 milliards de francs selon le critère de l'investisseur *immédiat*, mais seulement 38 milliards selon le critère de l'investisseur *ultime*. L'écart était encore plus frappant du côté de l'Autriche. Les investisseurs autrichiens détenaient des stocks de 61 milliards de francs selon le critère de l'investisseur *immédiat*, mais en contrôlaient 5 milliards seulement selon le critère de l'investisseur *ultime*. Le Luxembourg est lui aussi une importante plaque tournante pour effectuer des investissements en Suisse.

Dans la répartition des effectifs également, on observe des écarts entre les deux approches. La répartition faite selon le critère de l'investisseur *ultime* conduit, pour 2008, à des chiffres nettement plus élevés surtout pour les pays qui ne font pas partie de l'UE. L'écart le plus important concerne les Etats-Unis (+22 000 unités). Par contre, le nombre de personnes travaillant dans des filiales néerlandaises en Suisse s'est inscrit à 55 000 selon le critère de l'investisseur *immédiat* et à 18 000 seulement selon le critère de l'investisseur *ultime*. La diminution était sensible également dans le cas du Luxembourg: 23 000 unités selon le critère de l'investisseur *immédiat*, mais 6 000 selon le critère de l'investisseur *ultime*.

Entre 2001 et 2008, l'évolution des stocks d'investissements directs varie sensiblement selon que la répartition est faite selon le critère de l'investisseur *ultime* ou selon celui de l'investisseur *immédiat* (voir graphique 12). Au cours de ces années, les stocks d'investissements directs contrôlés par des investisseurs de l'UE ont augmenté de 134 milliards de francs selon le critère de l'investisseur *ultime*, soit beaucoup moins que selon le critère de l'investisseur *immédiat* (+240 milliards). En revanche, les stocks contrôlés par des investisseurs des Etats-Unis se sont accrus, selon le critère de l'investisseur *ultime*, de 82 milliards de francs, soit nettement plus que selon le critère de l'investisseur *immédiat* (+35 milliards de francs).

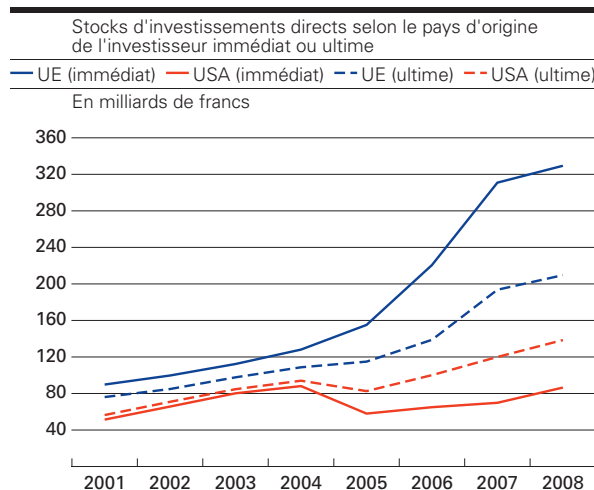
Graphique 11

**Investissements directs en Suisse**



Graphique 12

**Investissements directs en Suisse**



**Stocks d'investissements directs en Suisse (fin 2008) répartis  
selon le pays d'origine de l'investisseur immédiat et de l'investisseur ultime**

Tableau 4

	Répartition en fonction de l'investisseur immédiat		Répartition en fonction de l'investisseur ultime		Ecart  En milliards de francs
	En milliards de francs	Part en %	En milliards de francs	Part en %	
<b>Europe</b>	<b>332.7</b>	<b>71%</b>	<b>216.0</b>	<b>46%</b>	<b>-116.7</b>
<b>UE</b>	<b>329.4</b>	<b>71%</b>	<b>209.6</b>	<b>45%</b>	<b>-119.7</b>
dont					
Allemagne	38.1	8%	42.6	9%	4.4
France	34.6	7%	39.9	9%	5.3
Luxembourg	58.4	13%	25.2	5%	-33.2
Pays-Bas	93.6	20%	37.6	8%	-56.1
Autriche	61.1	13%	5.0	1%	-56.2
Royaume-Uni	9.6	2%	22.6	5%	13.0
<b>Amérique du Nord</b>	<b>88.1</b>	<b>19%</b>	<b>140.5</b>	<b>30%</b>	<b>52.4</b>
dont					
Etats-Unis	86.5	19%	138.5	30%	52.0
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>42.6</b>	<b>9%</b>	<b>94.7</b>	<b>20%</b>	<b>52.1</b>
<b>Asie, Afrique, Océanie</b>	<b>3.8</b>	<b>1%</b>	<b>16.0</b>	<b>3%</b>	<b>12.2</b>
dont					
Japon	0.6	0%	6.0	1%	5.4
<b>Ensemble des pays</b>	<b>467.1</b>	<b>100%</b>	<b>467.1</b>	<b>100%</b>	<b>0.0</b>

**Effectifs (fin 2008) répartis selon le pays d'origine  
de l'investisseur immédiat et de l'investisseur ultime**

Tableau 5

	Répartition en fonction de l'investisseur immédiat		Répartition en fonction de l'investisseur ultime		Ecart  En milliers de personnes
	En milliers de personnes	Part en %	En milliers de personnes	Part en %	
<b>Europe</b>	<b>318.0</b>	<b>81%</b>	<b>280.5</b>	<b>71%</b>	<b>-37.5</b>
<b>UE</b>	<b>313.8</b>	<b>79%</b>	<b>263.0</b>	<b>67%</b>	<b>-50.8</b>
dont					
Allemagne	98.7	25%	101.4	26%	2.7
France	42.3	11%	52.6	13%	10.3
Luxembourg	23.3	6%	6.3	2%	-17.0
Pays-Bas	54.9	14%	18.3	5%	-36.6
Autriche	16.7	4%	10.9	3%	-5.8
Royaume-Uni	19.0	5%	22.6	6%	3.6
<b>Amérique du Nord</b>	<b>60.9</b>	<b>15%</b>	<b>84.2</b>	<b>21%</b>	<b>23.3</b>
dont					
Etats-Unis	57.5	15%	79.6	20%	22.1
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>8.6</b>	<b>2%</b>	<b>10.4</b>	<b>3%</b>	<b>1.8</b>
<b>Asie, Afrique, Océanie</b>	<b>7.5</b>	<b>2%</b>	<b>19.9</b>	<b>5%</b>	<b>12.4</b>
dont					
Japon	3.1	1%	4.9	1%	1.8
<b>Ensemble des pays</b>	<b>395.0</b>	<b>100%</b>	<b>395.0</b>	<b>100%</b>	<b>0.0</b>

### Nombre d'entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire

Fin 2008, quelque 8 500 entreprises en Suisse étaient contrôlées par des investisseurs étrangers, ce qui représente environ 3% de toutes les entreprises des secteurs secondaire et tertiaire du pays. En un an, le nombre des entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire a augmenté de 2%.

De ces 8 500 entreprises, près de 1 600 ont participé directement ou indirectement à l'enquête sur les investissements directs. Les autres entreprises – environ 7 000 – avaient des participations de l'étranger qui étaient inférieures au critère fixé pour la participation aux enquêtes sur les investissements directs. Les données sur ces entreprises ont été recensées en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique (OFS).

La plupart des entreprises à participation étrangère majoritaire opéraient dans le secteur des services (environ 7 000, soit 82%), notamment dans le «Commerce» (32%), dans les «Autres services» (25%) et dans les «Sociétés financières et holdings» (17%). La moitié environ des investisseurs venaient d'Allemagne, des Etats-Unis et de France.

En moyenne, le nombre de personnes occupées était plus élevé dans les entreprises à participation étrangère majoritaire que dans celles qui sont en mains suisses. Fin 2008, les entreprises à participation étrangère majoritaire occupaient en moyenne 46 personnes, et celles qui sont en mains suisses, 11 personnes seulement. L'écart a été particulièrement marqué dans l'industrie, mais plus faible dans les services.

### Nombre d'entreprises en Suisse (en fin d'année) à participation étrangère majoritaire, par branches et par secteurs

Tableau 6

	2006	2007	2008	Part en %
<b>Total<sup>1</sup></b>	<b>8 039</b>	<b>8 389</b>	<b>8 537</b>	<b>100.0</b>
<b>Services</b>	<b>6 562</b>	<b>6 865</b>	<b>6 989</b>	<b>81.9</b>
dont				
Commerce	2 690	2 766	2 748	32.2
Autres services	1 953	2 042	2 141	25.1
Sociétés financières et holdings	1 329	1 448	1 470	17.2
<b>Industrie</b>	<b>1 477</b>	<b>1 524</b>	<b>1 548</b>	<b>18.1</b>

<sup>1</sup> Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs. Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.

### Nombre d'entreprises en Suisse (en fin d'année) à participation étrangère majoritaire, selon le pays d'origine<sup>1</sup>

Tableau 7

	2006	2007	2008	Part en %
<b>Total<sup>2</sup></b>	<b>8 039</b>	<b>8 389</b>	<b>8 537</b>	<b>100.0</b>
dont				
Allemagne	1 876	2 010	2 087	24.4
Etats-Unis	1 304	1 355	1 353	15.8
France	788	874	926	10.8

<sup>1</sup> La répartition par pays est faite selon le critère de l'investisseur ultime.

<sup>2</sup> Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs. Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.

## Commentaires

### Modifications par rapport à l'année précédente

---

#### Fondements méthodologiques et statistiques

##### Définition

Celui qui effectue un investissement direct veut influencer directement et durablement sur l'activité d'une entreprise à l'étranger. Habituellement, il y a investissement direct à l'étranger quand un investisseur participe à hauteur d'au moins 10% au capital (avec droit de vote) d'une entreprise sise à l'étranger ou fonde une filiale ou une succursale à l'étranger. La statistique suisse des investissements directs repose sur les directives du FMI (Manuel de la balance des paiements, 5<sup>e</sup> édition) et de l'OCDE (Définition de référence de l'OCDE pour les investissements directs internationaux, 3<sup>e</sup> édition).

##### Enquêtes

La Banque nationale suisse recueille chaque année et chaque trimestre des données sur les participations transfrontières, en d'autres termes sur les investissements directs suisses à l'étranger et sur les investissements directs étrangers en Suisse. Ces enquêtes portent sur la situation en fin d'année et de trimestre. Environ 1 100 entreprises ou groupes établis en Suisse et dans la Principauté de Liechtenstein participent à l'enquête annuelle. Des données sont recueillies auprès des entreprises dont les stocks d'investissements directs dépassent 10 millions de francs.

##### Objet des enquêtes

L'enquête annuelle porte sur les stocks d'investissements directs (participations aux fonds propres et crédits au sein de groupes), sur les flux financiers enregistrés au cours de l'année en rapport avec les participations aux fonds propres (fondations, acquisitions, ventes, augmentations de capital, etc.) et les crédits au sein de groupes ainsi que sur les bénéfices réinvestis. Ces derniers représentent la part du résultat d'exploitation qui n'est pas distribuée. Ils permettent à l'investisseur direct de renforcer sa position sans avoir à exporter, au sens strict, des capitaux. En outre, des données sont demandées aux entreprises sur leurs effectifs en Suisse ainsi que dans les filiales et succursales à l'étranger. Les données sur les effectifs en Suisse dans les filiales qui sont en mains étrangères, mais n'entrent pas dans les enquêtes de la BNS sur les investissements directs, proviennent de l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Les données sur les revenus transférés proviennent de l'enquête trimestrielle sur les investissements directs. Elles tiennent compte non seulement des revenus transférés qui sont tirés des capitaux d'investissements directs à l'étranger (dividendes), mais aussi du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes. Les contributions versées par des investisseurs directs en vue d'assainissements ainsi que les impôts à la source non récupérables sont portés en déduction.

##### Evaluation des stocks d'investissements directs en fin d'année

Les montants en fin d'année reposent sur des valeurs comptables. Ces valeurs sont en général inférieures aux valeurs marchandes.

##### Rapport entre la variation des stocks d'investissements directs et les flux de capitaux

Bien que les flux de capitaux se répercutent sur les stocks d'investissements directs, on ne peut, à partir d'une variation des stocks, tirer des conclusions immédiates en ce qui concerne les flux de capitaux et inversement. Les variations des stocks proviennent aussi de facteurs qui n'apparaissent pas dans les flux de capitaux. Ainsi, les stocks peuvent varier à cause de l'évolution des cours de change, d'une modification dans la méthode comptable (adaptation aux normes comptables internationales, par exemple), etc. Lors d'une acquisition, le *goodwill* (différence entre le prix d'achat et la valeur comptable de l'entreprise) conduit à des flux de capitaux qui peuvent être supérieurs à l'augmentation des stocks d'investissements. D'un autre côté, les acquisitions qui sont financées à l'étranger ne donnent pas lieu à des sorties de capitaux. Des écarts peuvent découler de la prise en compte, dans la statistique, d'entreprises nouvelles (extension du cercle des entreprises appelées à fournir des données) si celles-ci avaient déjà procédé à des investissements directs. Dans un tel cas, la statistique n'indique aucun flux expliquant l'accroissement des stocks d'investissements.

Enfin, d'autres écarts peuvent être dus à la répartition géographique des flux de capitaux et des stocks d'investissements. Les flux de capitaux sont toujours ventilés en fonction du pays de la filiale immédiate pour la Suisse, alors que les stocks d'investissements le sont en fonction du pays de la filiale ultime. Dans le cas de participations croisées où interviennent plusieurs pays étrangers, il est par conséquent possible que des sorties de capitaux ne soient pas attribuées au pays enregistrant la variation correspondante des stocks d'investissements directs.

### **Effectifs**

Sont considérées comme faisant partie du personnel toutes les personnes travaillant au moins 6 heures par semaine, y compris les apprentis, les auxiliaires et les personnes du service externe. Les données proviennent de la BNS et de l'OFS. Dans les enquêtes de la BNS, les effectifs sont recensés dans toutes les participations, qu'elles soient majoritaires ou minoritaires. Ils sont indiqués au prorata de la part du capital qui est détenue par l'investisseur direct. En revanche, les données recueillies par l'OFS portent sur la totalité des effectifs dans les entreprises qui sont majoritairement en mains d'investisseurs étrangers; elles ne sont donc pas établies en fonction de la part du capital qui est détenue par l'investisseur étranger.

### **Répartition géographique**

Dans les investissements directs suisses à l'étranger, on indique autant que possible le pays de l'investisseur *ultime* (*ultimate beneficial owner*). Dans la pratique toutefois, ce principe ne peut être suivi dans chaque cas. Les investissements directs étrangers en Suisse sont publiés selon une répartition faite en fonction du pays de l'investisseur *immédiat*. En outre, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse et les effectifs dans les entreprises étrangères en Suisse sont répartis également selon le pays de l'investisseur *ultime*.

### **Répartition par branches**

La répartition par branches est faite selon l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Depuis 2004, elle se base sur la NOGA 2002 (Nomenclature générale des activités économiques). Elle reposait avant cette date sur l'ancienne Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE). Dans le cadre de la présente publication, les branches ont été regroupées. Les définitions de ces groupes de branches figurent à la page 20.

## **Fondements juridiques**

Les enquêtes sur les investissements directs reposent sur la loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et sur l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale. En vertu de l'annexe à l'ordonnance relative à la loi sur la Banque nationale, les personnes morales et les sociétés sont tenues de fournir des données si leurs investissements directs à l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête et si des investisseurs directs étrangers détiennent plus de 10 millions dans leur capital.

## Définition des groupes de branches<sup>1</sup>

<b>Textile et habillement</b>	17: Industrie textile; 18: Industrie de l'habillement; 19: Industrie du cuir et d'articles en cuir
<b>Chimie et plastique</b>	23: Cokéfaction; raffinage de pétrole; traitement de combustibles nucléaires; 24: Industrie chimique; 25: Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques
<b>Métallurgie et machines</b>	27: Métallurgie; 28: Travail des métaux; 29: Fabrication de machines et d'équipements; 30: Fabrication de machines de bureau, d'appareils pour le traitement des données et d'équipements informatiques; 34: Industrie automobile; 35: Fabrication d'autres moyens de transport
<b>Electronique, énergie, optique et horlogerie</b>	31: Fabrication d'appareils électriques pour la production, la distribution de l'électricité et d'autres activités similaires; 32: Fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication; 33: Fabrication d'instruments médicaux et d'instruments de précision et d'optique; horlogerie; 40: Production et distribution d'électricité, de combustibles gazeux et de chaleur; 41: Captage, traitement et distribution d'eau
<b>Autres industries et construction</b>	01: Agriculture et chasse; 02: Sylviculture; 05: Pêche et aquaculture; 10: Extraction de houille, de lignite et de tourbe; 11: Extraction d'hydrocarbures et services annexes; 12: Extraction de minerais d'uranium et de thorium; 13: Extraction de minerais métalliques; 14: Extraction de la pierre et de la terre, autres industries extractives; 15: Industries alimentaires et industries des boissons; 16: Industrie du tabac; 20: Travail du bois et fabrication d'articles en bois, en liège, vannerie et sparterie (sans la fabrication de meubles); 21: Industrie du papier, du carton et de leurs dérivés; 22: Edition, impression, reproduction d'enregistrements sonores, vidéo et informatiques; 26: Fabrication de verre et d'articles en verre, en céramique, transformation de la pierre et de la terre; 36: Fabrication de meubles, de bijoux, d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux, de jouets et d'autres produits; 37: Récupération; 45: Construction
<b>Commerce</b>	50: Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles; stations-service; 51: Intermédiaires du commerce et commerce de gros (sans le commerce de véhicules automobiles); 52: Commerce de détail (sans le commerce de véhicules automobiles et les stations-service); réparation d'articles personnels et domestiques
<b>Sociétés financières et holdings</b>	65.2: Autres intermédiations financières (y compris 74.15: Activités de gestion de holdings); 67: Activités auxiliaires liées à l'intermédiation financière et aux assurances
<b>Banques</b>	65.1: Intermédiation financière (établissements soumis à la loi sur les banques)
<b>Assurances</b>	66: Assurances (sans la sécurité sociale obligatoire)
<b>Transports et communications</b>	60: Transports terrestres; transports par conduites; 61: Transports par eau; 62: Transports aériens; 63: Services auxiliaires des transports; agences de voyage; 64: Postes et télécommunications
<b>Autres services</b>	55: Hôtellerie et restauration; 70: Activités immobilières; 71: Location de machines et équipements sans opérateur; 72: Activités informatiques; 73: Recherche et développement; 74: Services aux entreprises (sans 74.15: Activités de gestion de holdings); 75: Administration publique, défense; sécurité sociale obligatoire; 80: Education et enseignement; 85: Santé, affaires vétérinaires et action sociale; 90: Collecte et traitement des eaux usées et des déchets et autres services d'assainissement; 91: Représentation d'intérêts ainsi qu'associations religieuses et diverses (sans l'action sociale, la culture et le sport); 92: Activités culturelles, sportives et récréatives; 93: Autres services; 95: Ménages avec personnel domestique; 99: Organisations et organismes extraterritoriaux

<sup>1</sup> La définition des branches correspond à la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) 2002 de l'Office fédéral de la statistique.

## Définition des pays et des régions<sup>1</sup>

	<b>Définition des pays</b>
<b>France</b>	Y compris la Guyane française, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, Monaco, la Réunion ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon.
<b>Portugal</b>	Y compris les Açores et Madère.
<b>Espagne</b>	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
<b>Royaume-Uni</b>	Englobe l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.
<b>Norvège</b>	Y compris Svalbard et Jan Mayen.
<b>Etats-Unis</b>	Y compris Porto Rico et Navassa.
<b>Nouvelle-Zélande</b>	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Three Kings, Auckland, Campbell, Antipodes ainsi que Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique).
<b>Malaisie</b>	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
<b>Taiwan</b>	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
<b>Inde</b>	Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
<b>Indonésie</b>	Y compris le Timor-Leste jusqu'en 2003.
<b>Emirats arabes unis</b>	Aboû Dabî, Doubaï, Chârdjah, Adjmân, Oumm al Qaiwaïn, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah.
<b>Maroc</b>	Y compris le Sahara occidental.

## Définition des régions

<b>UE</b>	Belgique, Danemark, Allemagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Suède, Espagne et Royaume-Uni; y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre depuis 2004, ainsi que Bulgarie et Roumanie à partir de 2007.
<b>Reste de l'Europe</b>	Albanie, Andorre, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, îles Féroé, Saint-Siège, Islande, Croatie, Macédoine, Moldavie, Monténégro, Norvège, centres financiers offshore d'Europe, Fédération de Russie, Saint-Marin, Serbie, Turquie et Ukraine. Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie. Sans la Principauté de Liechtenstein qui est rattachée à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques.
<b>Centres financiers offshore d'Europe</b>	Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.
<b>Amérique du Nord</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux, le Groenland.
<b>Asie</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Brunei, Territoires palestiniens occupés, Géorgie, Irak, Iran, Yémen, Jordanie, Cambodge, Kazakhstan, Qatar, Kirghizistan, République populaire démocratique de Corée, Koweït, Laos, Liban, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Syrie, Tadjikistan, Timor-Leste, Turkménistan et Ouzbékistan.
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Aruba, Cuba, République Dominicaine, îles Falkland, Guyana, Honduras, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Suriname, El Salvador ainsi que Trinité-et-Tobago.
<b>Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud</b>	Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.
<b>Afrique</b>	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Guinée équatoriale, Ethiopie, Bénin, Botswana, Territoire britannique de l'océan Indien, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Erythrée, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Rwanda, Zambie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Zimbabwe, Somalie, Sainte-Hélène, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tchad, Ouganda et République centrafricaine.
<b>Océanie</b> (et régions polaires)	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Antarctique, Samoa américaines, île Bouvet, îles Cocos (Keeling), îles Cook, île Christmas, Fidji, Etats fédérés de Micronésie, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, Guam, îles Heard et McDonald, Kiribati, îles Marshall, îles Mariannes du Nord, Nouvelle-Calédonie, île Norfolk, Nauru, Niué, Polynésie française, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Palaos, îles Salomon, Terres australes françaises, Tokelau, Tonga, Tuvalu, îles mineures éloignées des Etats-Unis, Vanuatu, Wallis et Futuna ainsi que Samoa.

<sup>1</sup> La définition des pays et des régions correspond à la Géonomenclature d'Eurostat. La définition des pays et des régions antérieure à 2003 figure dans la documentation afférente aux séries chronologiques longues du rapport sur la balance des paiements, qui peut être consultée, en format XLS, sur le site Internet de la BNS ([www.snb.ch](http://www.snb.ch)), sous Publications.



## Tableaux

Page	Tableau
	<b>Investissements directs suisses à l'étranger</b>
A2	1.1 Pays – Exportations de capitaux
A4	1.2 Pays – Etat en fin d'année
A6	1.3 Pays – Effectifs
A8	1.4 Branches et secteurs – Exportations de capitaux
A9	1.5 Branches et secteurs – Etat en fin d'année
A10	1.6 Branches et secteurs – Effectifs
A11	1.7 Branches et secteurs – Revenus de capitaux
A12	1.8 Type de capital et groupes de pays – Exportations de capitaux
	<b>Investissements directs étrangers en Suisse</b>
A14	2.1 Pays – Importations de capitaux
A15	2.2 Pays – Etat en fin d'année
A16	2.3 Pays – Effectifs
A19	2.4 Branches et secteurs – Importations de capitaux
A19	2.5 Branches et secteurs – Etat en fin d'année
A20	2.6 Branches et secteurs – Effectifs
A21	2.7 Branches et secteurs – Revenus de capitaux
A22	2.8 Type de capital et groupes de pays – Importations de capitaux
A24	Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

### Explication des signes

—	Donnée absolument nulle.
.	Donnée confidentielle, non disponible ou non utilisable.
<b>195</b>	Les chiffres en caractères gras indiquent des données nouvelles ou révisées.
	Rupture dans la série.

### Différences dans les totaux

Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

### Pratique en matière de révision des données

Chaque année, les données font l'objet d'une révision, en décembre, à l'occasion de la publication du rapport sur les investissements directs. En outre, les données sur les flux d'investissements directs et sur les revenus tirés des investissements directs sont révisées en août lors de la parution du rapport sur la balance des paiements. Le rapport publié en décembre sur les investissements directs contient les données provisoires pour l'année examinée, mais aussi les données révisées pour les années précédentes.

Ces révisions tiennent compte des données parvenues ultérieurement.

Si les nouvelles informations portent sur une période antérieure, elles entraînent une révision des données pour cette période. Les modifications d'ordre méthodologique, les changements apportés dans les classifications et le recours à de nouvelles sources, y compris pour une période antérieure, sont précisés dans la partie «Commentaires» du rapport sur les investissements directs.

### Séries chronologiques longues

Les tableaux publiés dans le rapport sur les investissements directs sont également disponibles sur le site Internet de la BNS, sous [www.snb.ch](http://www.snb.ch), *Publications, Investissements directs*. Les séries sur Internet portent sur des périodes plus longues et se prêtent au téléchargement.

## 1.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays<sup>1</sup>

### Exportations de capitaux<sup>2, 3, 4</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008
	1	2	3	4	5
<b>Europe</b>	<b>14 550</b>	<b>24 649</b>	<b>38 397</b>	<b>42 360</b>	<b>35 521</b>
UE <sup>5</sup>	14 911	20 963	36 248	34 605	12 554
Reste de l'Europe <sup>6</sup>	- 361	3 687	2 149	7 755	22 968
<b>Pays sélectionnés</b>					
Etats baltes <sup>7</sup>	- 14	79	75	62	- 5
Belgique	786	- 2 981	138	1 269	258
Bulgarie	29	78	57	89	- 9
Danemark	220	- 416	570	336	- 856
Allemagne	98	8 259	8 855	4 314	5 625
Finlande	405	- 14	406	407	661
France <sup>8</sup>	3 197	1 909	1 705	6 185	3 253
Grèce	108	282	536	938	821
Irlande	- 511	1 493	9 331	- 5 563	- 3 781
Italie	154	900	1 736	8 490	952
Croatie	50	51	71	194	166
Luxembourg	- 302	- 3 266	7 603	11 283	12 169
Pays-Bas	3 785	8 877	- 6 189	- 618	4 811
Norvège	- 1 975	261	204	- 15	253
Autriche	627	605	1 730	671	- 2 716
Pologne	340	465	481	684	303
Portugal	45	- 21	1 853	- 948	- 74
Roumanie	108	154	320	295	378
Fédération de Russie	294	887	1 381	1 089	467
Suède	737	- 2 020	- 493	104	1 926
Slovaquie	93	31	88	85	23
Espagne	471	2 699	971	- 2 288	- 94
République tchèque	366	822	- 251	689	116
Turquie	213	722	49	456	461
Ukraine	180	192	683	255	457
Hongrie	- 65	564	284	- 853	197
Royaume-Uni <sup>9</sup>	4 597	2 639	6 784	7 490	- 11 645
Centres financiers offshore <sup>10</sup>	661	1 212	- 765	5 433	21 040
<b>Amérique du Nord</b>	<b>8 878</b>	<b>22 832</b>	<b>23 008</b>	<b>1 539</b>	<b>24 524</b>
Canada	3 141	6 077	1 907	2 498	- 997
Etats-Unis	5 737	16 755	21 102	- 959	25 520
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>3 281</b>	<b>6 732</b>	<b>21 346</b>	<b>17 489</b>	<b>- 9 664</b>
dont					
Argentine	62	407	10	221	134
Bolivie	3	8	0	44	0
Brésil	444	662	3 784	12 424	795
Chili	31	96	152	- 108	436
Costa Rica	38	476	646	752	125
Equateur	15	50	- 38	47	- 64
Guatemala	1	0	14	7	- 27
Colombie	12	119	- 99	65	39
Mexique	155	107	757	418	411
Pérou	100	- 34	- 26	- 173	356
Uruguay	80	135	746	52	322
Venezuela	97	90	181	- 99	315
Centres financiers offshore <sup>11</sup>	2 081	2 636	15 683	2 920	- 12 556

2004	2005	2006	2007	2008
1	2	3	4	5

<b>Asie</b>	<b>5 180</b>	<b>6 757</b>	<b>10 318</b>	<b>3 994</b>	<b>- 1 228</b>
dont					
Bangladesh	19	- 3	13	- 13	<b>65</b>
Chine	196	829	<b>920</b>	<b>776</b>	<b>1 420</b>
Hong Kong	- 144	607	1 154	<b>278</b>	<b>105</b>
Inde	164	248	370	<b>630</b>	<b>1 202</b>
Indonésie	2	108	25	<b>156</b>	<b>643</b>
Israël	47	80	154	40	<b>359</b>
Japon	1 045	113	<b>644</b>	<b>2 420</b>	<b>1 339</b>
Corée (Sud)	22	670	498	<b>794</b>	<b>797</b>
Malaisie	- 3	- 76	109	<b>101</b>	<b>85</b>
Pakistan	220	183	296	<b>279</b>	<b>43</b>
Philippines	- 212	775	584	<b>- 128</b>	<b>8</b>
Arabie saoudite	- 19	108	69	15	<b>477</b>
Singapour	3 687	2 162	4 442	<b>- 1 528</b>	<b>- 16 606</b>
Sri Lanka	6	10	6	14	<b>12</b>
Taiwan	55	189	116	67	<b>104</b>
Thaïlande	124	285	509	460	<b>14</b>
Emirats arabes unis	4	- 47	178	<b>- 214</b>	<b>7 638</b>
Vietnam	8	- 22	48	<b>14</b>	<b>158</b>
<b>Afrique</b>	<b>- 372</b>	<b>1 731</b>	<b>810</b>	<b>1 591</b>	<b>3 564</b>
dont					
Egypte	28	276	161	<b>141</b>	<b>191</b>
Côte d'Ivoire	- 16	- 2	77	79	<b>1</b>
Kenya	11	13	20	18	<b>5</b>
Maroc	6	59	34	<b>45</b>	<b>60</b>
Nigéria	3	- 6	19	22	<b>48</b>
Afrique du Sud	- 72	1 095	431	<b>978</b>	<b>3 698</b>
Tunisie	4	6	- 5	0	<b>5</b>
<b>Océanie</b>	<b>1 150</b>	<b>949</b>	<b>1 192</b>	<b>958</b>	<b>2 675</b>
dont					
Australie	1 138	869	1 126	<b>819</b>	<b>2 520</b>
Nouvelle-Zélande	9	58	38	114	<b>174</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>32 666</b>	<b>63 651</b>	<b>95 071</b>	<b>67 931</b>	<b>55 393</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>5</sup> UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>6</sup> Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>7</sup> Estonie, Lettonie et Lituanie.

<sup>8</sup> Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

<sup>9</sup> Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

<sup>10</sup> Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

<sup>11</sup> Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

## 1.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays<sup>1</sup>

Etat en fin d'année (valeur comptable)<sup>2, 3</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Europe</b>	<b>233 967</b>	<b>288 358</b>	<b>312 947</b>	<b>352 201</b>	<b>374 504</b>	<b>46.3</b>
UE <sup>4</sup>	200 961	249 248	274 039	302 193	302 179	37.4
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	33 006	39 110	38 909	50 007	72 326	8.9
<b>Pays sélectionnés</b>						
Etats baltes <sup>6</sup>	109	235	275	424	442	0.1
Belgique	14 886	11 342	8 699	8 446	12 493	1.5
Bulgarie	121	193	365	462	544	0.1
Danemark	1 646	1 652	2 339	4 397	2 285	0.3
Allemagne	24 388	39 424	42 501	46 200	56 043	6.9
Finlande	2 003	2 926	3 059	2 912	2 966	0.4
France <sup>7</sup>	22 553	26 749	30 265	31 631	35 169	4.3
Grèce	1 967	2 299	2 757	4 608	4 174	0.5
Irlande	6 005	9 695	19 571	11 760	7 396	0.9
Italie	10 388	12 610	14 460	23 183	21 894	2.7
Croatie	228	442	461	572	737	0.1
Luxembourg	22 284	19 022	24 052	31 549	25 467	3.1
Pays-Bas	20 416	34 381	31 247	37 509	34 891	4.3
Norvège	1 806	3 193	3 366	3 222	2 885	0.4
Autriche	5 295	5 352	7 807	8 099	7 936	1.0
Pologne	2 581	3 470	4 144	5 487	5 207	0.6
Portugal	2 080	2 240	4 407	3 795	3 466	0.4
Roumanie	410	852	1 287	1 768	2 027	0.3
Fédération de Russie	2 194	3 594	4 561	5 322	5 392	0.7
Suède	1 780	1 369	1 348	1 676	4 124	0.5
Slovaquie	300	382	543	579	649	0.1
Espagne	8 201	11 772	12 200	12 832	15 398	1.9
République tchèque	2 094	3 037	2 535	3 419	3 088	0.4
Turquie	1 401	2 110	1 875	2 632	3 081	0.4
Ukraine	420	615	1 045	1 192	733	0.1
Hongrie	1 058	2 035	2 056	1 863	2 118	0.3
Royaume-Uni <sup>8</sup>	49 207	57 356	56 732	56 228	50 718	6.3
Centres financiers offshore <sup>9</sup>	26 023	27 474	25 131	35 297	57 765	7.1
<b>Amérique du Nord</b>	<b>84 438</b>	<b>124 993</b>	<b>161 393</b>	<b>161 334</b>	<b>181 674</b>	<b>22.5</b>
Canada	1 026	9 505	33 382	34 146	32 271	4.0
Etats-Unis	83 412	115 487	128 011	127 188	149 402	18.5
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>87 359</b>	<b>93 715</b>	<b>145 306</b>	<b>168 552</b>	<b>157 325</b>	<b>19.5</b>
dont						
Argentine	1 284	1 610	1 005	1 230	1 317	0.2
Bolivie	51	54	47	44	97	0.0
Brésil	4 288	6 801	21 961	34 669	32 923	4.1
Chili	805	1 172	1 165	968	1 158	0.1
Costa Rica	- 70	629	805	1 145	1 141	0.1
Equateur	355	436	363	428	387	0.0
Guatemala	144	181	152	157	163	0.0
Colombie	810	1 192	1 035	1 535	1 315	0.2
Mexique	3 206	3 362	4 444	6 152	5 325	0.7
Pérou	331	507	465	49	438	0.1
Uruguay	102	123	1 186	736	425	0.1
Venezuela	891	911	890	1 149	1 444	0.2
Centres financiers offshore <sup>10</sup>	69 188	67 858	112 896	120 853	112 974	14.0

2004	2005	2006	2007	2008	Part en pour-cent
1	2	3	4	5	6

<b>Asie</b>	<b>35 462</b>	<b>45 529</b>	<b>55 980</b>	<b>59 358</b>	<b>64 933</b>	<b>8.0</b>
dont						
Bangladesh	50	25	29	<b>10</b>	<b>- 47</b>	<b>0.0</b>
Chine	2 723	3 535	<b>3 916</b>	<b>4 801</b>	<b>6 781</b>	<b>0.8</b>
Hong Kong	3 052	3 811	<b>4 222</b>	<b>4 529</b>	<b>4 571</b>	<b>0.6</b>
Inde	794	1 924	2 203	<b>2 545</b>	<b>2 360</b>	<b>0.3</b>
Indonésie	739	3 511	6 126	<b>6 428</b>	<b>5 939</b>	<b>0.7</b>
Israël	740	859	<b>1 007</b>	1 046	<b>1 129</b>	<b>0.1</b>
Japon	8 067	8 877	9 843	<b>13 363</b>	<b>14 840</b>	<b>1.8</b>
Corée (Sud)	1 576	2 263	<b>2 556</b>	<b>3 226</b>	<b>3 175</b>	<b>0.4</b>
Malaisie	1 338	1 502	1 593	<b>1 446</b>	<b>1 528</b>	<b>0.2</b>
Pakistan	567	686	955	<b>1 576</b>	<b>1 371</b>	<b>0.2</b>
Philippines	1 671	1 825	2 058	<b>1 977</b>	<b>662</b>	<b>0.1</b>
Arabie saoudite	212	177	314	148	<b>606</b>	<b>0.1</b>
Singapour	11 147	12 890	16 797	<b>13 501</b>	<b>8 159</b>	<b>1.0</b>
Sri Lanka	- 16	- 4	- 10	1	<b>- 4</b>	<b>0.0</b>
Taiwan	814	966	<b>1 007</b>	<b>1 104</b>	<b>1 139</b>	<b>0.1</b>
Thaïlande	1 045	1 016	1 379	<b>2 003</b>	<b>1 868</b>	<b>0.2</b>
Emirats arabes unis	526	568	672	<b>338</b>	<b>8 545</b>	<b>1.1</b>
Vietnam	- 1	94	154	<b>155</b>	<b>209</b>	<b>0.0</b>
<b>Afrique</b>	<b>2 567</b>	<b>3 510</b>	<b>7 724</b>	<b>10 900</b>	<b>13 351</b>	<b>1.7</b>
dont						
Egypte	351	537	531	<b>541</b>	<b>1 663</b>	<b>0.2</b>
Côte d'Ivoire	146	124	165	273	<b>309</b>	<b>0.0</b>
Kenya	105	124	143	159	<b>157</b>	<b>0.0</b>
Maroc	287	292	340	<b>415</b>	<b>442</b>	<b>0.1</b>
Nigéria	35	56	75	233	<b>322</b>	<b>0.0</b>
Afrique du Sud	1 387	1 835	5 007	<b>7 435</b>	<b>8 840</b>	<b>1.1</b>
Tunisie	29	36	50	21	<b>25</b>	<b>0.0</b>
<b>Océanie</b>	<b>9 514</b>	<b>11 646</b>	<b>11 249</b>	<b>12 286</b>	<b>16 780</b>	<b>2.1</b>
dont						
Australie	9 300	11 195	<b>10 753</b>	<b>11 672</b>	<b>16 200</b>	<b>2.0</b>
Nouvelle-Zélande	10	212	245	<b>356</b>	<b>459</b>	<b>0.1</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>453 307</b>	<b>567 751</b>	<b>694 600</b>	<b>764 630</b>	<b>808 566</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>4</sup> UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>6</sup> Estonie, Lettonie et Lituanie.

<sup>7</sup> Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

<sup>8</sup> Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

<sup>9</sup> Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

<sup>10</sup> Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

### 1.3 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays<sup>1</sup>

Effectifs à l'étranger, en fin d'année<sup>2, 3</sup>

	2004	2005	2006	2007	2008	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Europe</b>	<b>941 212</b>	<b>973 141</b>	<b>1 083 050</b>	<b>1 120 233</b>	<b>1 155 714</b>	<b>47.3</b>
UE <sup>4</sup>	853 374	877 296	939 435	1 005 217	1 020 664	41.8
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	87 838	95 845	143 615	115 016	135 049	5.5
<b>Pays sélectionnés</b>						
Etats baltes <sup>6</sup>	2 005	2 363	2 752	3 708	3 992	0.2
Belgique	23 304	23 322	25 927	25 711	25 858	1.1
Bulgarie	4 151	5 085	6 137	6 502	7 320	0.3
Danemark	11 799	11 410	11 726	11 960	11 213	0.5
Allemagne	213 338	218 900	228 093	243 590	248 007	10.1
Finlande	12 493	11 264	11 860	13 044	12 879	0.5
France <sup>7</sup>	158 121	162 670	184 103	165 248	168 049	6.9
Grèce	9 915	10 463	12 478	14 792	15 059	0.6
Irlande	7 478	7 699	8 570	9 083	10 940	0.4
Italie	67 730	65 484	69 438	77 919	78 201	3.2
Croatie	3 541	3 817	3 874	5 651	6 975	0.3
Luxembourg	3 039	3 308	3 608	3 805	4 447	0.2
Pays-Bas	36 968	36 773	37 662	40 702	39 186	1.6
Norvège	7 707	7 750	8 286	8 898	8 759	0.4
Autriche	37 243	38 245	40 066	41 261	42 231	1.7
Pologne	22 454	23 436	28 464	31 956	33 170	1.4
Portugal	9 743	9 691	10 332	10 374	10 095	0.4
Roumanie	9 559	10 075	10 902	12 798	13 189	0.5
Fédération de Russie	41 130	46 068	78 549	62 404	67 919	2.8
Suède	21 320	20 932	22 582	23 864	24 026	1.0
Slovaquie	7 901	7 585	7 385	7 637	8 104	0.3
Espagne	51 913	54 466	57 776	59 072	57 282	2.3
République tchèque	24 662	26 952	27 764	33 196	33 811	1.4
Turquie	8 461	9 758	11 253	13 033	13 988	0.6
Ukraine	8 144	8 125	18 649	17 864	29 836	1.2
Hongrie	20 817	25 303	27 568	31 021	35 914	1.5
Royaume-Uni <sup>8</sup>	103 414	108 915	112 211	127 638	127 308	5.2
Centres financiers offshore <sup>9</sup>	1 606	1 152	1 338	2 278	2 120	0.1
<b>Amérique du Nord</b>	<b>314 666</b>	<b>338 068</b>	<b>359 455</b>	<b>372 922</b>	<b>391 153</b>	<b>16.0</b>
Canada	28 981	29 943	34 902	38 379	41 378	1.7
Etats-Unis	285 685	308 125	324 553	334 542	349 775	14.3
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>197 750</b>	<b>210 457</b>	<b>221 821</b>	<b>243 784</b>	<b>244 164</b>	<b>10.0</b>
dont						
Argentine	14 867	18 070	17 535	19 133	19 338	0.8
Bolivie	221	4 005	4 251	4 246	3 427	0.1
Brésil	91 486	91 541	94 134	104 633	105 738	4.3
Chili	14 372	15 898	16 576	14 724	13 431	0.5
Costa Rica	2 450	2 449	2 493	3 755	3 854	0.2
Equateur	4 212	3 012	3 642	3 265	3 873	0.2
Guatemala	2 265	2 044	2 039	2 629	2 398	0.1
Colombie	7 969	9 529	10 744	11 018	12 796	0.5
Mexique	31 055	32 715	36 681	45 099	45 449	1.9
Pérou	5 481	5 526	5 885	6 678	6 926	0.3
Uruguay	713	830	982	1 064	1 109	0.0
Venezuela	8 945	9 356	10 628	11 246	11 141	0.5
Centres financiers offshore <sup>10</sup>	7 143	7 665	8 106	8 112	5 986	0.2

	2004	2005	2006	2007	2008	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Asie</b>	<b>303 701</b>	<b>373 104</b>	<b>427 420</b>	<b>487 743</b>	<b>510 260</b>	<b>20.9</b>
dont						
Bangladesh	1 733	1 921	1 863	<b>2 083</b>	<b>2 963</b>	<b>0.1</b>
Chine	68 875	81 116	94 252	<b>110 307</b>	<b>119 688</b>	<b>4.9</b>
Hong Kong	16 155	17 455	19 356	<b>21 174</b>	<b>21 641</b>	<b>0.9</b>
Inde	22 584	26 611	41 285	<b>52 978</b>	<b>59 183</b>	<b>2.4</b>
Indonésie	12 955	59 587	48 840	<b>47 752</b>	<b>43 235</b>	<b>1.8</b>
Israël	5 457	5 311	5 650	<b>5 779</b>	<b>6 550</b>	<b>0.3</b>
Japon	39 170	40 546	44 418	<b>64 036</b>	<b>64 052</b>	<b>2.6</b>
Corée (Sud)	7 105	7 362	7 989	<b>8 501</b>	<b>8 563</b>	<b>0.4</b>
Malaisie	22 186	21 454	23 695	<b>19 091</b>	<b>20 113</b>	<b>0.8</b>
Pakistan	6 909	5 720	10 008	<b>12 897</b>	<b>13 437</b>	<b>0.5</b>
Philippines	12 723	14 082	15 301	<b>12 186</b>	<b>12 715</b>	<b>0.5</b>
Arabie saoudite	3 485	3 590	3 715	4 303	<b>4 946</b>	<b>0.2</b>
Singapour	16 813	18 243	20 404	<b>24 975</b>	<b>21 554</b>	<b>0.9</b>
Sri Lanka	1 667	1 756	1 507	<b>1 586</b>	<b>2 015</b>	<b>0.1</b>
Taiwan	10 497	10 874	11 133	<b>11 596</b>	<b>11 831</b>	<b>0.5</b>
Thaïlande	37 974	39 358	39 391	<b>45 553</b>	<b>48 052</b>	<b>2.0</b>
Emirats arabes unis	2 566	3 262	3 151	4 269	<b>5 533</b>	<b>0.2</b>
Vietnam	7 800	7 959	8 583	<b>10 543</b>	<b>11 190</b>	<b>0.5</b>
<b>Afrique</b>	<b>68 968</b>	<b>73 402</b>	<b>77 949</b>	<b>83 990</b>	<b>100 329</b>	<b>4.1</b>
dont						
Egypte	8 570	9 416	9 422	<b>10 644</b>	<b>27 286</b>	<b>1.1</b>
Côte d'Ivoire	2 145	2 171	2 140	2 603	<b>2 037</b>	<b>0.1</b>
Kenya	1 245	1 480	1 552	2 036	<b>2 197</b>	<b>0.1</b>
Maroc	3 263	3 306	3 573	<b>3 436</b>	<b>3 276</b>	<b>0.1</b>
Nigéria	5 843	5 957	6 085	4 514	<b>3 543</b>	<b>0.1</b>
Afrique du Sud	29 069	29 626	31 615	<b>35 212</b>	<b>36 370</b>	<b>1.5</b>
Tunisie	2 395	2 596	2 796	<b>2 451</b>	<b>2 440</b>	<b>0.1</b>
<b>Océanie</b>	<b>36 040</b>	<b>35 962</b>	<b>39 386</b>	<b>40 973</b>	<b>41 976</b>	<b>1.7</b>
dont						
Australie	31 412	30 912	33 773	<b>34 959</b>	<b>36 055</b>	<b>1.5</b>
Nouvelle-Zélande	3 791	4 050	4 316	<b>4 625</b>	<b>4 772</b>	<b>0.2</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>1 862 338</b>	<b>2 004 133</b>	<b>2 209 081</b>	<b>2 349 645</b>	<b>2 443 595</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>4</sup> UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>6</sup> Estonie, Lettonie et Lituanie.

<sup>7</sup> Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

<sup>8</sup> Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

<sup>9</sup> Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

<sup>10</sup> Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

## 1.4 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Exportations de capitaux<sup>2, 3, 4</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008
	1	2	3	4	5
<b>Industrie</b>	<b>21 620</b>	<b>27 214</b>	<b>55 798</b>	<b>24 847</b>	<b>37 055</b>
Textile et habillement <sup>5, 6</sup>	- 56	- 1 683	2 485	<b>4 656</b>	<b>48</b>
Chimie et plastique	11 893	20 221	<b>23 253</b>	<b>7 308</b>	<b>14 785</b>
Métallurgie et machines	2 053	798	<b>9 889</b>	<b>5 079</b>	<b>4 307</b>
Electronique, énergie, optique et horlogerie	836	1 048	<b>3 402</b>	<b>827</b>	<b>8 874</b>
Autres industries et construction <sup>7</sup>	6 894	6 830	16 769	<b>6 977</b>	<b>9 042</b>
<b>Services</b>	<b>11 046</b>	<b>36 436</b>	<b>39 273</b>	<b>43 084</b>	<b>18 337</b>
Commerce	1 387	8 260	- 2 232	- 381	<b>3 886</b>
Sociétés financières et holdings	1 940	10 443	<b>9 020</b>	<b>21 780</b>	<b>8 454</b>
dont					
en mains suisses <sup>8</sup>	- 306	1 993	<b>3 649</b>	<b>1 659</b>	<b>13 259</b>
en mains étrangères <sup>9</sup>	2 246	8 450	<b>5 371</b>	<b>20 121</b>	- 4 806
Banques	3 225	8 383	21 907	12 187	<b>13 589</b>
Assurances	3 815	5 893	8 942	- 3 444	- 7 994
Transports et communications <sup>10</sup>	- 47	1 317	<b>1 197</b>	<b>7 556</b>	<b>592</b>
Autres services <sup>11</sup>	726	2 140	<b>440</b>	<b>5 387</b>	- 189
<b>Total</b>	<b>32 666</b>	<b>63 651</b>	<b>95 071</b>	<b>67 931</b>	<b>55 393</b>
<b>Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères<sup>9</sup></b>	<b>30 421</b>	<b>55 201</b>	<b>89 700</b>	<b>47 810</b>	<b>60 198</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans Autres industries et construction.

<sup>6</sup> En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>7</sup> Jusqu'en 1992, y compris Textile et habillement.

<sup>8</sup> Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

<sup>9</sup> Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

<sup>10</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans Autres services.

<sup>11</sup> Jusqu'en 1992, y compris Transports et communications.



## 1.5 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Etat en fin d'année (valeur comptable)<sup>2,3</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Industrie</b>	<b>160 186</b>	<b>207 555</b>	<b>269 882</b>	<b>307 232</b>	<b>325 013</b>	<b>40.2</b>
Textile et habillement <sup>4,5</sup>	9 525	7 581	15 888	<b>21 206</b>	<b>18 584</b>	<b>2.3</b>
Chimie et plastique	74 905	95 892	<b>120 841</b>	<b>132 870</b>	<b>139 028</b>	<b>17.2</b>
Métallurgie et machines	23 508	26 182	<b>42 461</b>	<b>48 555</b>	<b>50 228</b>	<b>6.2</b>
Electronique, énergie, optique et horlogerie	11 554	24 226	<b>27 160</b>	<b>32 020</b>	<b>36 004</b>	<b>4.5</b>
Autres industries et construction <sup>6</sup>	40 695	53 673	<b>63 533</b>	<b>72 581</b>	<b>81 169</b>	<b>10.0</b>
<b>Services</b>	<b>293 121</b>	<b>360 197</b>	<b>424 718</b>	<b>457 398</b>	<b>483 554</b>	<b>59.8</b>
Commerce	16 203	24 924	<b>22 922</b>	<b>24 715</b>	<b>27 501</b>	<b>3.4</b>
Sociétés financières et holdings	118 291	154 468	<b>206 229</b>	<b>240 846</b>	<b>243 574</b>	<b>30.1</b>
dont						
en mains suisses <sup>7</sup>	28 856	31 912	<b>34 424</b>	<b>33 851</b>	<b>39 905</b>	<b>4.9</b>
en mains étrangères <sup>8,9</sup>	89 435	122 556	<b>171 805</b>	<b>206 995</b>	<b>203 668</b>	<b>25.2</b>
Banques	59 480	70 038	81 410	86 794	<b>92 706</b>	<b>11.5</b>
Assurances	86 585	95 902	96 847	<b>81 820</b>	<b>96 870</b>	<b>12.0</b>
Transports et communications <sup>10</sup>	3 300	4 219	<b>5 070</b>	<b>12 021</b>	<b>11 788</b>	<b>1.5</b>
Autres services <sup>11</sup>	9 263	10 646	<b>12 240</b>	<b>11 204</b>	<b>11 116</b>	<b>1.4</b>
<b>Total</b>	<b>453 307</b>	<b>567 751</b>	<b>694 600</b>	<b>764 630</b>	<b>808 566</b>	<b>100.0</b>
<b>Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères<sup>8</sup></b>	<b>363 873</b>	<b>445 195</b>	<b>522 795</b>	<b>557 636</b>	<b>604 898</b>	<b>74.8</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>4</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans Autres industries et construction.

<sup>5</sup> En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>6</sup> Jusqu'en 1992, y compris Textile et habillement.

<sup>7</sup> Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

<sup>8</sup> Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

<sup>9</sup> En 2006, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>10</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans Autres services.

<sup>11</sup> Jusqu'en 1992, y compris Transports et communications.

## 1.6 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs<sup>1</sup>

Effectifs à l'étranger, en fin d'année<sup>2, 3</sup>

	2004	2005	2006	2007	2008	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Industrie</b>	<b>1 036 510</b>	<b>1 085 528</b>	<b>1 185 533</b>	<b>1 240 582</b>	<b>1 266 228</b>	<b>51.8</b>
Textile et habillement <sup>4, 5</sup>	83 651	88 282	93 214	<b>98 718</b>	<b>95 153</b>	<b>3.9</b>
Chimie et plastique	256 546	267 457	<b>280 461</b>	<b>289 842</b>	<b>293 014</b>	<b>12.0</b>
Métallurgie et machines	198 189	207 901	<b>261 470</b>	<b>287 386</b>	<b>291 875</b>	<b>11.9</b>
Electronique, énergie, optique et horlogerie	177 324	181 397	<b>182 169</b>	<b>180 742</b>	<b>189 535</b>	<b>7.8</b>
Autres industries et construction <sup>6</sup>	320 801	340 491	368 218	<b>383 895</b>	<b>396 650</b>	<b>16.2</b>
<b>Services</b>	<b>825 828</b>	<b>918 605</b>	<b>1 023 548</b>	<b>1 109 063</b>	<b>1 177 368</b>	<b>48.2</b>
Commerce	149 130	165 209	<b>184 562</b>	<b>208 246</b>	<b>228 322</b>	<b>9.3</b>
Sociétés financières et holdings dont	360 560	413 492	<b>458 094</b>	<b>484 791</b>	<b>489 257</b>	<b>20.0</b>
en mains suisses <sup>7</sup>	42 726	43 405	<b>43 216</b>	<b>37 962</b>	<b>40 104</b>	<b>1.6</b>
en mains étrangères <sup>8</sup>	317 833	370 087	<b>414 878</b>	<b>446 830</b>	<b>449 153</b>	<b>18.4</b>
Banques	75 904	81 710	92 765	102 984	<b>102 965</b>	<b>4.2</b>
Assurances	85 283	83 725	85 492	78 828	<b>95 991</b>	<b>3.9</b>
Transports et communications <sup>9</sup>	66 181	76 852	<b>95 590</b>	<b>110 568</b>	<b>115 776</b>	<b>4.7</b>
Autres services <sup>10</sup>	88 770	97 618	<b>107 046</b>	<b>123 646</b>	<b>145 057</b>	<b>5.9</b>
<b>Total</b>	<b>1 862 338</b>	<b>2 004 133</b>	<b>2 209 081</b>	<b>2 349 645</b>	<b>2 443 595</b>	<b>100.0</b>
<b>Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères<sup>8</sup></b>	<b>1 544 505</b>	<b>1 634 046</b>	<b>1 794 203</b>	<b>1 902 815</b>	<b>1 994 442</b>	<b>81.6</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> Jusqu'en 1985, sans les banques.

<sup>4</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans Autres industries et construction.

<sup>5</sup> En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>6</sup> Jusqu'en 1992, y compris Textile et habillement.

<sup>7</sup> Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

<sup>8</sup> Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

<sup>9</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans Autres services.

<sup>10</sup> Jusqu'en 1992, y compris Transports et communications.

## 1.7 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Revenus de capitaux<sup>2,3,4</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008
	1	2	3	4	5
<b>Industrie</b>	<b>20 839</b>	<b>27 657</b>	<b>32 548</b>	<b>36 084</b>	<b>32 318</b>
Textile et habillement <sup>5</sup>	515	2 002	211	3 139	<b>725</b>
Chimie et plastique	9 927	13 700	<b>15 590</b>	<b>12 817</b>	<b>8 536</b>
Métallurgie et machines	3 051	2 885	<b>3 024</b>	<b>4 007</b>	<b>2 706</b>
Electronique, énergie, optique et horlogerie	2	716	<b>2 670</b>	<b>3 059</b>	<b>9 304</b>
Autres industries et construction	7 345	8 354	11 053	<b>13 061</b>	<b>11 048</b>
<b>Services</b>	<b>28 106</b>	<b>48 866</b>	<b>36 436</b>	<b>19 137</b>	<b>- 24 199</b>
Commerce	1 113	3 251	<b>31</b>	<b>2 604</b>	<b>6 007</b>
Sociétés financières et holdings	14 579	29 568	<b>6 643</b>	<b>14 181</b>	<b>19 989</b>
dont					
en mains suisses <sup>6</sup>	813	1 608	<b>2 602</b>	<b>3 757</b>	<b>1 705</b>
en mains étrangères <sup>7</sup>	13 767	27 960	4 041	<b>10 425</b>	<b>18 284</b>
Banques	6 637	8 021	17 031	- 8 671	<b>- 54 728</b>
Assurances	4 532	6 836	10 729	<b>8 244</b>	<b>1 889</b>
Transports et communications	378	612	<b>1 078</b>	<b>1 418</b>	<b>1 570</b>
Autres services	867	578	<b>924</b>	<b>1 360</b>	<b>1 074</b>
<b>Total</b>	<b>48 945</b>	<b>76 523</b>	<b>68 984</b>	<b>55 221</b>	<b>8 120</b>
<b>Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères<sup>7</sup></b>	<b>35 178</b>	<b>48 563</b>	<b>64 942</b>	<b>44 797</b>	<b>- 10 164</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

<sup>3</sup> Le signe moins (-) indique une perte.

<sup>4</sup> En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>5</sup> En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>6</sup> Sont réputées en mains suisses les entreprises dont le capital est en majorité en mains suisses.

<sup>7</sup> Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

## 1.8 Investissements directs suisses à l'étranger – Type de capital et groupes de pays<sup>1</sup>

### Exportations de capitaux<sup>2,3</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008
	1	2	3	4	5
<b>Capital social</b>					
Europe	4 751	7 743	40 553	<b>30 348</b>	<b>26 174</b>
UE <sup>4</sup>	5 595	5 756	41 944	<b>27 473</b>	<b>3 004</b>
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	- 844	1 988	- 1 391	2 875	<b>23 170</b>
Amérique du Nord	5 710	9 755	6 284	<b>4 858</b>	<b>34 665</b>
Amérique centrale et du Sud	1 105	2 783	11 698	<b>3 902</b>	<b>3 936</b>
dont					
centres financiers offshore <sup>6</sup>	398	1 296	7 212	<b>2 774</b>	<b>3 195</b>
Asie	52	854	3 604	<b>4 418</b>	<b>- 7 353</b>
Afrique	- 37	235	114	<b>285</b>	<b>307</b>
Océanie	37	612	422	<b>47</b>	<b>1 086</b>
Ensemble des pays	11 617	21 982	62 676	<b>43 858</b>	<b>58 816</b>
<b>Bénéfices réinvestis</b>					
Europe	8 227	19 431	2 912	<b>10 440</b>	<b>- 4 062</b>
UE <sup>4</sup>	7 247	16 759	656	<b>6 885</b>	<b>- 10 679</b>
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	980	2 672	<b>2 257</b>	<b>3 555</b>	<b>6 616</b>
Amérique du Nord	1 505	10 933	6 195	<b>- 13 247</b>	<b>- 19 800</b>
Amérique centrale et du Sud	4 747	5 589	10 671	<b>5 945</b>	<b>- 8 475</b>
dont					
centres financiers offshore <sup>6</sup>	4 100	4 275	7 967	<b>1 010</b>	<b>- 8 734</b>
Asie	5 336	4 983	5 911	<b>824</b>	<b>3 632</b>
Afrique	39	336	579	<b>1 087</b>	<b>3 068</b>
Océanie	1 314	- 255	156	<b>1 201</b>	<b>12</b>
Ensemble des pays	21 168	41 017	26 424	<b>6 250</b>	<b>- 25 626</b>

2004	2005	2006	2007	2008
1	2	3	4	5

### Crédits

Europe	1 572	- 2 525	- 5 069	<b>1 573</b>	<b>13 410</b>
UE <sup>4</sup>	2 070	- 1 552	- 6 351	<b>248</b>	<b>20 228</b>
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	- 498	- 973	1 283	<b>1 325</b>	<b>- 6 818</b>
Amérique du Nord	1 663	2 144	<b>10 529</b>	<b>9 928</b>	<b>9 659</b>
Amérique centrale et du Sud	- 2 572	- 1 640	- 1 023	<b>7 642</b>	<b>- 5 125</b>
dont centres financiers offshore <sup>6</sup>	- 2 418	- 2 934	504	<b>- 864</b>	<b>- 7 017</b>
Asie	- 207	920	<b>804</b>	<b>- 1 249</b>	<b>2 494</b>
Afrique	- 374	1 161	117	219	<b>189</b>
Océanie	- 201	591	613	<b>- 291</b>	<b>1 577</b>
Ensemble des pays	- 119	651	<b>5 971</b>	<b>17 823</b>	<b>22 203</b>

### Total

Europe	14 550	24 649	<b>38 397</b>	<b>42 360</b>	<b>35 521</b>
UE <sup>4</sup>	14 911	20 963	<b>36 248</b>	<b>34 605</b>	<b>12 554</b>
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	- 361	3 687	2 149	<b>7 755</b>	<b>22 968</b>
Amérique du Nord	8 878	22 832	<b>23 008</b>	<b>1 539</b>	<b>24 524</b>
Amérique centrale et du Sud	3 281	6 732	21 346	<b>17 489</b>	<b>- 9 664</b>
dont centres financiers offshore <sup>6</sup>	2 081	2 636	<b>15 683</b>	<b>2 920</b>	<b>- 12 556</b>
Asie	5 180	6 757	10 318	<b>3 994</b>	<b>- 1 228</b>
Afrique	- 372	1 731	810	<b>1 591</b>	<b>3 564</b>
Océanie	1 150	949	1 192	<b>958</b>	<b>2 675</b>
Ensemble des pays	32 666	63 651	<b>95 071</b>	<b>67 931</b>	<b>55 393</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>6</sup> Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

## 2.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays<sup>1</sup>

### Importations de capitaux<sup>2,3</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008
	1	2	3	4	5
<b>Europe</b>	- 3 924	24 000	<b>29 870</b>	<b>57 069</b>	- 5 390
<b>UE<sup>4</sup></b>	- 4 034	24 031	<b>29 802</b>	<b>58 181</b>	- 4 433
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	110	- 31	68	- 1 112	- 957
<b>Pays sélectionnés</b>					
Belgique	320	- 1 073	69	<b>931</b>	- 1 973
Danemark	314	1 037	933	<b>460</b>	<b>635</b>
Allemagne	- 295	768	1 134	<b>16 113</b>	- 689
France <sup>6</sup>	784	2 158	13 895	1 919	- 2 883
Italie	- 2 131	211	428	<b>778</b>	<b>1 187</b>
Luxembourg	574	- 278	<b>3 414</b>	<b>833</b>	<b>11 095</b>
Pays-Bas	- 2 437	10 330	<b>8 756</b>	<b>21 632</b>	- 14 690
Autriche	735	9 826	2 534	<b>13 031</b>	<b>4 139</b>
Suède	- 25	- 913	73	<b>1 394</b>	<b>467</b>
Espagne	122	500	68	- 263	<b>15</b>
Royaume-Uni <sup>7</sup>	- 1 874	1 370	- 1 896	- 460	- 4 409
<b>Amérique du Nord</b>	7 007	- 26 048	<b>8 953</b>	<b>4 825</b>	<b>12 628</b>
Canada	111	- 455	5 372	<b>1 055</b>	- 662
Etats-Unis	6 896	- 25 594	<b>3 581</b>	<b>3 770</b>	<b>13 290</b>
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	- 1 400	878	<b>162</b>	<b>184</b>	- 1 513
dont centres financiers offshore <sup>8</sup>	- 1 967	653	113	- 180	- 1 137
<b>Asie, Afrique et Océanie</b>	- 524	- 14	147	- 42	- 218
dont Israël	33	62	54	45	<b>34</b>
Japon	- 229	- 117	- 90	- 44	- 491
<b>Ensemble des pays</b>	1 159	- 1 184	<b>39 132</b>	<b>62 037</b>	<b>5 508</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>6</sup> Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

<sup>7</sup> Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

<sup>8</sup> Îles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

## 2.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays<sup>1</sup>

### Etat en fin d'année (valeur comptable)<sup>2</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Europe</b>	<b>130 185</b>	<b>158 110</b>	<b>223 889</b>	<b>312 854</b>	<b>332 653</b>	<b>71.2</b>
UE <sup>3</sup>	128 063	155 108	220 672	310 918	329 370	70.5
Reste de l'Europe <sup>4</sup>	2 122	3 002	3 217	1 936	3 283	0.7
<b>Pays sélectionnés</b>						
Belgique	5 899	5 230	5 334	6 697	4 365	0.9
Danemark	9 416	8 776	9 540	9 679	11 490	2.5
Allemagne	18 225	20 961	22 878	38 204	38 126	8.2
France <sup>5</sup>	16 305	18 138	30 418	34 314	34 578	7.4
Italie	4 340	4 510	4 856	5 955	5 844	1.3
Luxembourg	9 650	11 806	16 676	43 585	58 404	12.5
Pays-Bas	46 902	55 556	66 327	94 533	93 645	20.0
Autriche	2 317	12 703	45 121	58 208	61 143	13.1
Suède	2 821	2 184	1 614	2 545	3 295	0.7
Espagne	856	1 268	1 402	1 414	4 151	0.9
Royaume-Uni <sup>6</sup>	10 703	13 311	15 148	13 683	9 627	2.1
<b>Amérique du Nord</b>	<b>89 590</b>	<b>59 164</b>	<b>66 235</b>	<b>72 113</b>	<b>88 079</b>	<b>18.9</b>
Canada	1 457	1 188	1 234	2 270	1 608	0.3
Etats-Unis	88 133	57 976	65 001	69 843	86 471	18.5
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>1 515</b>	<b>3 458</b>	<b>30 186</b>	<b>43 112</b>	<b>42 634</b>	<b>9.1</b>
dont centres financiers offshore <sup>7</sup>	70	1 784	28 844	41 101	41 257	8.8
<b>Asie, Afrique et Océanie</b>	<b>2 404</b>	<b>2 904</b>	<b>3 335</b>	<b>3 229</b>	<b>3 756</b>	<b>0.8</b>
dont Israël	516	617	665	600	1 002	0.2
Japon	1 081	1 019	937	890	628	0.1
<b>Ensemble des pays</b>	<b>223 693</b>	<b>223 636</b>	<b>323 645</b>	<b>431 307</b>	<b>467 122</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>4</sup> Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>5</sup> Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

<sup>6</sup> Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

<sup>7</sup> Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

## 2.3 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays<sup>1</sup>

### Effectifs en Suisse, en fin d'année

	2004	2005	2006	2007	2008	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Entreprises entrant dans la statistique des investissements directs<sup>2</sup></b>						
Europe	153 167	167 112	<b>176 693</b>	<b>195 382</b>	<b>206 447</b>	<b>85.1</b>
UE <sup>3</sup>	152 506	166 482	<b>176 211</b>	<b>194 834</b>	<b>205 533</b>	<b>84.7</b>
Reste de l'Europe <sup>4</sup>	661	630	483	<b>548</b>	<b>913</b>	<b>0.4</b>
<b>Pays sélectionnés</b>						
Belgique	2 988	1 745	2 298	<b>1 927</b>	<b>3 374</b>	<b>1.4</b>
Danemark	12 712	13 492	14 404	14 820	<b>15 667</b>	<b>6.5</b>
Allemagne	46 094	48 695	47 160	<b>53 525</b>	<b>55 970</b>	<b>23.1</b>
France	12 999	14 443	<b>21 122</b>	<b>21 992</b>	<b>21 752</b>	<b>9.0</b>
Italie	4 656	6 154	6 805	9 806	<b>8 881</b>	<b>3.7</b>
Luxembourg	13 802	7 791	13 339	<b>19 629</b>	<b>18 933</b>	<b>7.8</b>
Pays-Bas	40 894	44 012	<b>42 468</b>	<b>45 633</b>	<b>48 550</b>	<b>20.0</b>
Autriche	2 763	6 389	7 217	<b>7 920</b>	<b>11 183</b>	<b>4.6</b>
Suède	4 678	3 952	4 019	<b>5 586</b>	<b>5 606</b>	<b>2.3</b>
Espagne	723	3 580	3 581	<b>3 898</b>	<b>4 678</b>	<b>1.9</b>
Royaume-Uni	7 911	14 431	11 338	<b>7 273</b>	<b>7 355</b>	<b>3.0</b>
<b>Amérique du Nord</b>	<b>32 590</b>	<b>29 208</b>	<b>31 086</b>	<b>30 357</b>	<b>32 427</b>	<b>13.4</b>
Canada	3 237	2 384	2 293	2 298	<b>2 143</b>	<b>0.9</b>
Etats-Unis	29 353	26 825	28 792	<b>28 059</b>	<b>30 284</b>	<b>12.5</b>
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>1 680</b>	<b>1 313</b>	<b>1 754</b>	<b>1 511</b>	<b>1 443</b>	<b>0.6</b>
dont centres financiers offshore <sup>5</sup>	1 541	1 159	1 596	<b>1 332</b>	<b>1 283</b>	<b>0.5</b>
<b>Asie, Afrique et Océanie</b>	<b>1 162</b>	<b>2 017</b>	<b>3 093</b>	<b>3 227</b>	<b>2 335</b>	<b>1.0</b>
dont Israël	257	291	287	312	<b>336</b>	<b>0.1</b>
Japon	110	305	301	302	<b>309</b>	<b>0.1</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>188 599</b>	<b>199 650</b>	<b>212 626</b>	<b>230 477</b>	<b>242 651</b>	<b>100.0</b>



2004	2005	2006	2007	2008	Part en pour-cent
1	2	3	4	5	6

#### Entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs<sup>6</sup>

Europe	92 477	90 219	<b>102 927</b>	<b>108 428</b>	<b>111 538</b>	<b>73.2</b>
UE <sup>3</sup>	91 813	88 112	<b>99 026</b>	<b>106 652</b>	<b>108 304</b>	<b>71.1</b>
Reste de l'Europe <sup>4</sup>	664	2 107	<b>3 901</b>	<b>1 776</b>	<b>3 234</b>	<b>2.1</b>
<b>Pays sélectionnés</b>						
Belgique	2 627	2 422	<b>2 152</b>	<b>1 919</b>	<b>1 817</b>	<b>1.2</b>
Danemark	1 483	1 529	<b>1 443</b>	1 351	<b>1 634</b>	<b>1.1</b>
Allemagne	34 522	35 657	<b>40 496</b>	<b>41 743</b>	<b>42 710</b>	<b>28.0</b>
France	14 538	12 905	<b>15 666</b>	<b>19 954</b>	<b>20 499</b>	<b>13.5</b>
Italie	3 836	3 513	<b>4 143</b>	4 602	<b>4 788</b>	<b>3.1</b>
Luxembourg	3 617	3 032	<b>4 313</b>	<b>3 305</b>	<b>4 345</b>	<b>2.9</b>
Pays-Bas	7 195	6 130	<b>7 740</b>	<b>7 245</b>	<b>6 340</b>	<b>4.2</b>
Autriche	4 486	4 400	5 174	<b>5 162</b>	<b>5 530</b>	<b>3.6</b>
Suède	6 056	5 657	<b>6 167</b>	6 226	<b>6 244</b>	<b>4.1</b>
Espagne	686	1 437	1 065	1 311	<b>1 657</b>	<b>1.1</b>
Royaume-Uni	10 085	8 581	<b>8 393</b>	<b>11 647</b>	<b>11 619</b>	<b>7.6</b>
Amérique du Nord	23 677	23 900	<b>25 897</b>	<b>27 561</b>	<b>28 453</b>	<b>18.7</b>
Canada	849	711	1 073	<b>1 067</b>	<b>1 262</b>	<b>0.8</b>
Etats-Unis	22 828	23 189	<b>24 824</b>	<b>26 494</b>	<b>27 191</b>	<b>17.8</b>
Amérique centrale et du Sud	2 683	5 444	<b>7 391</b>	<b>7 909</b>	<b>7 163</b>	<b>4.7</b>
dont centres financiers offshore <sup>5</sup>	2 673	5 434	<b>7 359</b>	<b>7 877</b>	<b>7 133</b>	<b>4.7</b>
Asie, Afrique et Océanie	5 026	4 780	<b>4 673</b>	<b>4 244</b>	<b>5 191</b>	<b>3.4</b>
dont Israël	209	156	176	209	<b>215</b>	<b>0.1</b>
Japon	2 181	2 264	2 311	2 313	<b>2 795</b>	<b>1.8</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>123 863</b>	<b>124 343</b>	<b>140 888</b>	<b>148 142</b>	<b>152 345</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> UE à 15 jusqu'en 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>4</sup> Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>5</sup> Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

<sup>6</sup> Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

## 2.3 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays<sup>1</sup> (suite)

Effectifs en Suisse, en fin d'année

	2004	2005	2006	2007	2008	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Ensemble des entreprises</b>						
Europe	245 644	257 331	<b>279 620</b>	<b>303 810</b>	<b>317 985</b>	<b>80.5</b>
UE <sup>3</sup>	244 319	254 594	<b>275 237</b>	<b>301 486</b>	<b>313 837</b>	<b>79.5</b>
Reste de l'Europe <sup>4</sup>	1 325	2 737	<b>4 384</b>	<b>2 324</b>	<b>4 147</b>	<b>1.0</b>
<b>Pays sélectionnés</b>						
Belgique	5 615	4 167	<b>4 450</b>	<b>3 846</b>	<b>5 191</b>	<b>1.3</b>
Danemark	14 195	15 021	<b>15 847</b>	16 171	<b>17 301</b>	<b>4.4</b>
Allemagne	80 616	84 352	<b>87 656</b>	<b>95 268</b>	<b>98 680</b>	<b>25.0</b>
France	27 537	27 348	<b>36 788</b>	<b>41 946</b>	<b>42 251</b>	<b>10.7</b>
Italie	8 492	9 667	<b>10 948</b>	14 408	<b>13 669</b>	<b>3.5</b>
Luxembourg	17 419	10 823	<b>17 652</b>	<b>22 934</b>	<b>23 278</b>	<b>5.9</b>
Pays-Bas	48 089	50 142	<b>50 208</b>	<b>52 878</b>	<b>54 890</b>	<b>13.9</b>
Autriche	7 249	10 789	12 391	<b>13 082</b>	<b>16 713</b>	<b>4.2</b>
Suède	10 734	9 609	<b>10 186</b>	<b>11 812</b>	<b>11 850</b>	<b>3.0</b>
Espagne	1 409	5 017	4 646	<b>5 209</b>	<b>6 335</b>	<b>1.6</b>
Royaume-Uni	17 996	23 012	<b>19 731</b>	<b>18 920</b>	<b>18 974</b>	<b>4.8</b>
<b>Amérique du Nord</b>	<b>56 267</b>	<b>53 108</b>	<b>56 983</b>	<b>57 918</b>	<b>60 880</b>	<b>15.4</b>
Canada	4 086	3 095	3 366	<b>3 365</b>	<b>3 405</b>	<b>0.9</b>
Etats-Unis	52 181	50 014	<b>53 616</b>	<b>54 553</b>	<b>57 475</b>	<b>14.6</b>
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>4 363</b>	<b>6 757</b>	<b>9 145</b>	<b>9 420</b>	<b>8 606</b>	<b>2.2</b>
dont centres financiers offshore <sup>5</sup>	4 214	6 593	<b>8 955</b>	<b>9 209</b>	<b>8 416</b>	<b>2.1</b>
<b>Asie, Afrique et Océanie</b>	<b>6 188</b>	<b>6 797</b>	<b>7 766</b>	<b>7 471</b>	<b>7 526</b>	<b>1.9</b>
dont Israël	466	447	463	521	<b>551</b>	<b>0.1</b>
Japon	2 291	2 569	2 612	2 615	<b>3 104</b>	<b>0.8</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>312 462</b>	<b>323 993</b>	<b>353 514</b>	<b>378 619</b>	<b>394 996</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> UE à 15 jusqu'en 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>4</sup> Jusqu'en 2003, y compris États baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

<sup>5</sup> Îles Vierges des États-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Dominique, Grenade, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

<sup>6</sup> Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

## 2.4 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Importations de capitaux<sup>2,3</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008
	1	2	3	4	5
<b>Industrie</b>	<b>3 000</b>	<b>1 037</b>	<b>14 091</b>	<b>28 198</b>	<b>209</b>
Chimie et plastique	2 545	955	5 142	17 188	- 541
Métallurgie et machines	443	- 122	7 668	6 375	1 014
Electronique, énergie, optique et horlogerie	286	- 192	1 480	3 655	- 988
Autres industries et construction	- 273	395	- 198	980	724
<b>Services</b>	<b>- 1 841</b>	<b>- 2 221</b>	<b>25 040</b>	<b>33 839</b>	<b>5 299</b>
Commerce	1 773	926	1 410	2 431	- 6 057
Sociétés financières et holdings	- 4 550	- 7 815	13 150	18 393	6 470
Banques <sup>5</sup>	198	1 759	1 553	3 420	2 603
Assurances	- 106	309	13 370	1 615	1 304
Transports et communications <sup>6</sup>	- 280	1 870	- 3 953	6 618	314
Autres services <sup>7</sup>	1 125	730	- 490	1 362	666
<b>Total</b>	<b>1 159</b>	<b>- 1 184</b>	<b>39 132</b>	<b>62 037</b>	<b>5 508</b>

## 2.5 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Etat en fin d'année (valeur comptable)<sup>3</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
<b>Industrie</b>	<b>37 094</b>	<b>37 145</b>	<b>48 880</b>	<b>72 338</b>	<b>72 308</b>	<b>15.5</b>
Chimie et plastique	17 457	17 087	23 466	40 982	39 440	8.4
Métallurgie et machines	5 350	5 916	6 572	8 421	9 659	2.1
Electronique, énergie, optique et horlogerie	9 086	8 643	13 399	16 666	14 780	3.2
Autres industries et construction	5 201	5 500	5 443	6 269	8 429	1.8
<b>Services</b>	<b>186 600</b>	<b>186 491</b>	<b>274 766</b>	<b>358 969</b>	<b>394 813</b>	<b>84.5</b>
Commerce	31 197	32 592	35 520	44 780	41 810	9.0
Sociétés financières et holdings <sup>4</sup>	110 496	104 401	179 670	239 547	269 980	57.8
Banques <sup>5</sup>	27 288	29 688	32 063	35 761	38 380	8.2
Assurances	5 405	5 786	16 684	18 326	20 870	4.5
Transports et communications <sup>6</sup>	5 801	7 166	5 063	12 980	12 747	2.7
Autres services <sup>7</sup>	6 413	6 859	5 766	7 575	11 026	2.4
<b>Total</b>	<b>223 693</b>	<b>223 636</b>	<b>323 645</b>	<b>431 307</b>	<b>467 122</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> En 2006, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>5</sup> Source jusqu'en 1992: statistique bancaire (BNS).

<sup>6</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans Autres services.

<sup>7</sup> Jusqu'en 1992, inclus dans Transports et communications.

## 2.6 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Effectifs en Suisse, en fin d'année

	2004	2005	2006	2007	2008	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6

#### Entreprises entrant dans la statistique des investissements directs<sup>2</sup>

	2004	2005	2006	2007	2008	Part en pour-cent
<b>Industrie</b>	<b>77 196</b>	<b>77 003</b>	<b>84 651</b>	<b>93 916</b>	<b>99 714</b>	<b>41.1</b>
Chimie et plastique	16 082	16 215	17 884	19 428	19 971	8.2
Métallurgie et machines	22 009	21 061	19 435	22 066	22 580	9.3
Electronique, énergie, optique et horlogerie	22 717	23 178	29 445	31 643	33 716	13.9
Autres industries et construction	16 389	16 550	17 887	20 779	23 447	9.7
<b>Services</b>	<b>111 403</b>	<b>122 646</b>	<b>127 975</b>	<b>136 561</b>	<b>142 938</b>	<b>58.9</b>
Commerce	37 744	40 722	41 346	41 109	42 503	17.5
Sociétés financières et holdings	11 292	10 256	10 881	10 075	10 389	4.3
Banques	17 677	18 324	18 377	19 924	21 742	9.0
Assurances	4 346	4 210	10 675	10 487	9 383	3.9
Transports et communications	15 137	21 442	17 953	22 534	24 425	10.1
Autres services	25 207	27 694	28 743	32 433	34 497	14.2
<b>Total</b>	<b>188 599</b>	<b>199 650</b>	<b>212 626</b>	<b>230 477</b>	<b>242 651</b>	<b>100.0</b>

#### Entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs<sup>3</sup>

	2004	2005	2006	2007	2008	Part en pour-cent
<b>Industrie</b>	<b>46 781</b>	<b>47 456</b>	<b>51 040</b>	<b>50 343</b>	<b>52 124</b>	<b>34.2</b>
Chimie et plastique	6 658	6 103	6 742	6 714	7 076	4.6
Métallurgie et machines	16 067	16 280	17 076	17 622	18 022	11.8
Electronique, énergie, optique et horlogerie	11 188	11 033	12 500	11 566	12 203	8.0
Autres industries et construction	12 868	14 040	14 722	14 441	14 823	9.7
<b>Services</b>	<b>77 082</b>	<b>76 887</b>	<b>89 848</b>	<b>97 799</b>	<b>100 221</b>	<b>65.8</b>
Commerce	34 497	33 664	39 240	41 688	42 961	28.2
Sociétés financières et holdings	4 439	4 410	4 623	5 427	6 073	4.0
Banques	385	428	398	474	490	0.3
Assurances	1 021	1 019	1 268	1 023	956	0.6
Transports et communications	7 650	7 095	8 006	8 613	8 039	5.3
Autres services	29 090	30 271	36 313	40 574	41 702	27.4
<b>Total</b>	<b>123 863</b>	<b>124 343</b>	<b>140 888</b>	<b>148 142</b>	<b>152 345</b>	<b>100.0</b>

#### Ensemble des entreprises

	2004	2005	2006	2007	2008	Part en pour-cent
<b>Industrie</b>	<b>123 977</b>	<b>124 459</b>	<b>135 691</b>	<b>144 259</b>	<b>151 838</b>	<b>38.4</b>
Chimie et plastique	22 740	22 318	24 626	26 142	27 047	6.8
Métallurgie et machines	38 076	37 341	36 511	39 688	40 602	10.3
Electronique, énergie, optique et horlogerie	33 905	34 211	41 945	43 209	45 919	11.6
Autres industries et construction	29 257	30 590	32 609	35 220	38 270	9.7
<b>Services</b>	<b>188 485</b>	<b>199 533</b>	<b>217 823</b>	<b>234 360</b>	<b>243 159</b>	<b>61.6</b>
Commerce	72 241	74 386	80 586	82 797	85 464	21.6
Sociétés financières et holdings	15 731	14 666	15 504	15 502	16 462	4.2
Banques	18 062	18 752	18 775	20 398	22 232	5.6
Assurances	5 367	5 229	11 943	11 510	10 339	2.6
Transports et communications	22 787	28 537	25 959	31 147	32 464	8.2
Autres services	54 297	57 965	65 056	73 007	76 199	19.3
<b>Total</b>	<b>312 462</b>	<b>323 993</b>	<b>353 514</b>	<b>378 619</b>	<b>394 996</b>	<b>100.0</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>3</sup> Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

## 2.7 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs<sup>1</sup>

### Revenus de capitaux<sup>2,3,4</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008
	1	2	3	4	5
<b>Industrie</b>	<b>3 898</b>	<b>5 461</b>	<b>5 086</b>	<b>7 520</b>	<b>2 535</b>
Chimie et plastique	2 367	4 364	<b>3 721</b>	<b>3 418</b>	<b>1 459</b>
Métallurgie et machines	683	602	<b>- 453</b>	<b>1 472</b>	<b>- 13</b>
Electronique, énergie, optique et horlogerie	693	- 238	<b>1 346</b>	<b>1 941</b>	<b>551</b>
Autres industries et construction	155	732	472	<b>690</b>	<b>539</b>
<b>Services</b>	<b>15 629</b>	<b>30 646</b>	<b>23 365</b>	<b>46 112</b>	<b>44 258</b>
Commerce	3 314	5 334	<b>4 737</b>	<b>4 975</b>	<b>6 701</b>
Sociétés financières et holdings	9 169	22 667	<b>13 896</b>	<b>30 986</b>	<b>31 201</b>
Banques	2 136	1 653	2 353	3 157	<b>2 287</b>
Assurances	- 61	435	1 146	<b>4 986</b>	<b>1 938</b>
Transports et communications	673	100	<b>860</b>	<b>1 511</b>	<b>1 630</b>
Autres services	397	457	<b>373</b>	<b>497</b>	<b>501</b>
<b>Total</b>	<b>19 526</b>	<b>36 107</b>	<b>28 451</b>	<b>53 632</b>	<b>46 793</b>

<sup>1</sup> La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

<sup>2</sup> Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

<sup>3</sup> Le signe moins (-) indique une perte.

<sup>4</sup> En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

## 2.8 Investissements directs étrangers en Suisse – Type de capital et groupes de pays<sup>1</sup>

### Importations de capitaux<sup>2,3</sup>

En millions de francs

	2004	2005	2006	2007	2008
	1	2	3	4	5
<b>Capital social</b>					
Europe	- 4 212	32 636	<b>13 563</b>	<b>25 779</b>	- 4 302
UE <sup>4</sup>	- 4 135	33 924	<b>13 705</b>	<b>26 495</b>	- 4 734
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	- 77	- 1 288	- 142	- 716	432
Amérique du Nord	1 414	- 31 891	7 936	<b>351</b>	<b>3 984</b>
Amérique centrale et du Sud	76	- 759	- 257	<b>103</b>	- 896
Asie, Afrique et Océanie	- 475	14	0	- 25	- 15
Ensemble des pays	- 3 197	- 1	<b>21 244</b>	<b>26 207</b>	- 1 230
<b>Bénéfices réinvestis</b>					
Europe	3 835	- 9 136	<b>12 940</b>	<b>30 266</b>	- 7 397
UE <sup>4</sup>	3 629	- 9 443	<b>12 745</b>	<b>30 384</b>	- 7 203
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	206	307	196	- 118	- 194
Amérique du Nord	4 383	6 227	<b>1 286</b>	<b>5 420</b>	<b>9 032</b>
Amérique centrale et du Sud	140	82	<b>322</b>	<b>69</b>	- 836
Asie, Afrique et Océanie	38	- 5	111	79	<b>233</b>
Ensemble des pays	8 396	- 2 833	<b>14 660</b>	<b>35 833</b>	<b>1 031</b>

	2004	2005	2006	2007	2008
	1	2	3	4	5

### Crédits

Europe	- 3 547	500	<b>3 366</b>	<b>1 025</b>	<b>6 310</b>
UE <sup>4</sup>	- 3 528	- 450	<b>3 352</b>	<b>1 302</b>	<b>7 504</b>
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	- 19	950	14	- 277	- 1 195
Amérique du Nord	1 210	- 383	- 269	- 946	- 388
Amérique centrale et du Sud	- 1 615	1 556	96	12	220
Asie, Afrique et Océanie	- 87	- 23	35	- 95	- 435
Ensemble des pays	- 4 039	1 649	<b>3 228</b>	- 4	<b>5 707</b>

### Total

Europe	- 3 924	24 000	<b>29 870</b>	<b>57 069</b>	- 5 390
UE <sup>4</sup>	- 4 034	24 031	<b>29 802</b>	<b>58 181</b>	- 4 433
Reste de l'Europe <sup>5</sup>	110	- 31	68	- 1 112	- 957
Amérique du Nord	7 007	- 26 048	<b>8 953</b>	<b>4 825</b>	<b>12 628</b>
Amérique centrale et du Sud	- 1 400	878	<b>162</b>	<b>184</b>	- 1 513
Asie, Afrique et Océanie	- 524	- 14	147	- 42	- 218
Ensemble des pays	1 159	- 1 184	<b>39 132</b>	<b>62 037</b>	<b>5 508</b>

<sup>1</sup> La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

<sup>2</sup> Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

<sup>3</sup> En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

<sup>4</sup> UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

<sup>5</sup> Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

## **Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs**

La BNS fournit des données sur les investissements directs dans d'autres publications. Celles-ci peuvent être consultées, en format PDF, sur le site Internet de la BNS sous *www.snb.ch, Publications*. De plus, des séries chronologiques portant sur une longue période y sont disponibles.

### **Balance suisse des paiements (estimations trimestrielles)**

Des données sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par branches, sont disponibles trois mois après la fin de chaque trimestre.

### **Balance suisse des paiements**

La Balance suisse des paiements paraît en septembre. Des données récentes sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par branches et par pays, y sont publiées sur une base annualisée.

### **Position extérieure nette de la Suisse**

La Position extérieure nette de la Suisse paraît en décembre. Elle comprend des données récentes sur les stocks d'investissements directs.

### **Bulletin mensuel de statistiques économiques, tableaux Q3, R et S**

La version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques contient les données les plus récentes sur les investissements directs, avec ventilation par pays et par branches.

### **Renseignements**

bop@snb.ch